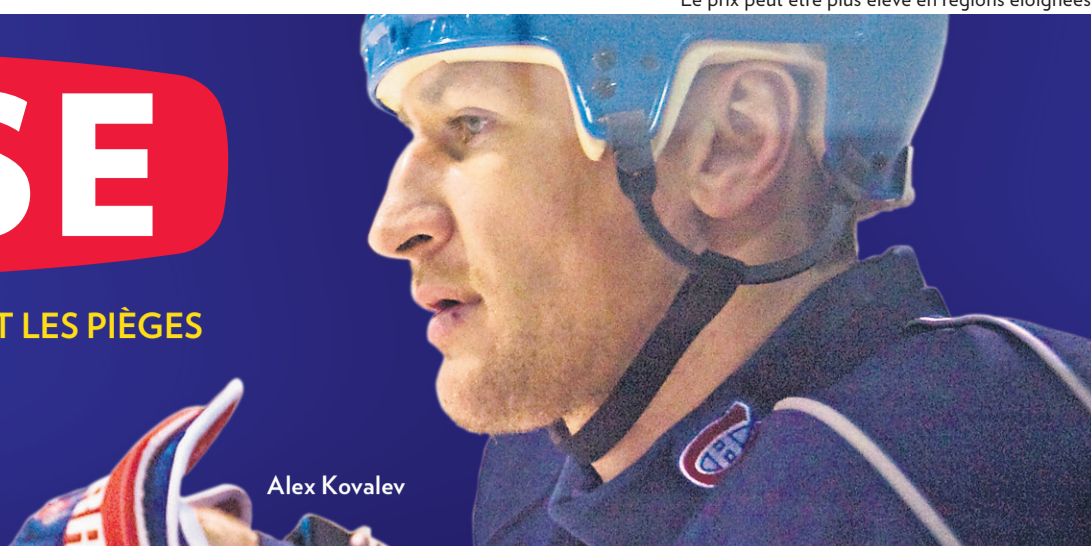


cyberpresse.ca

# LA PRESSE

FRÉQUENTATIONS DOUTEUSES > ALEX KOVALEV CONNAÎT LES PIÈGES

« Beaucoup de gens veulent être notre ami » NOTRE ENTREVUE SPORTS PAGE 1



Alex Kovalev

**EXCLUSIF**  
**QUARTIER DES SPECTACLES**  
**LES COÛTS EXPLOSENT**  
 Le projet annoncé à 120 millions frôle désormais les 150 millions  
**MARIO CLOUTIER**  
 PAGE A4

**FORTE BAISSÉ DU NOMBRE D'ÉLÈVES**

## VOTRE ÉCOLE EST-ELLE EN PÉRIL?

Les écoles publiques comptent **84 000 élèves de moins qu'il y a cinq ans**. Résultat, 134 établissements ont fermé leurs portes. Et ce n'est pas fini. **Ce soir, sur la Rive-Sud, plusieurs autres pourraient s'ajouter à la sombre liste.**

MARIE ALLARD TRACE LE TABLEAU DE LA SITUATION. PAGES A2 ET A3

**INDUSTRIE SPATIALE**  
**LE QUÉBEC RETROUVE SA BONNE ÉTOILE**  
**LA PRESSE AFFAIRES**  
 PAGES 2 ET 3

**EXCLUSIF**

### LE POSTE DE LA SQ DE SEPT-ÎLES DANS LA TOURMENTE CINQ POLICIERS VISÉS PAR UNE ENQUÊTE

Cinq policiers du poste de la Sûreté du Québec de Sept-Îles, dont le directeur, font l'objet d'une enquête criminelle. Suspendus depuis un an, ils sont soupçonnés d'avoir fait disparaître des armes à feu qui leur avaient été confiées par des citoyens, a appris *La Presse*.

ANDRÉ NOËL PAGE A8

**NOS CHRONIQUEURS**

PIERRE FOGLIA <i>Les rejets, les lettres</i> PAGE A5	MICHÈLE OUMET <i>Des talibans aux néo-talibans</i> PAGE A6
--	--

**EXCLUSIF**

### PÉTROLE ALBERTAIN AU QUÉBEC LE PROJET TRAILBREAKER EST TOUJOURS VIVANT

Le projet qui amènerait par pipeline du pétrole bitumineux de l'Alberta jusqu'à Montréal n'est pas mort, soutiennent les écologistes.

FRANÇOIS CARDINAL PAGE A14

**MODERNISATION DE LA RUE NOTRE-DAME QUÉBEC CRÉE UN COMITÉ DE SUIVI... SANS LE RÉUNIR**

TOMMY CHOUINARD PAGE A13

PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

### Las Vegas Rien ne va plus

PHOTO GABRIEL BOUYS, AFP

Las Vegas pique du nez. Les casinos et les hôtels suppriment des emplois. Des commerces ferment. Des milliers de familles perdent leur maison. Ceux qui dégringolent le plus bas atterrissent sur Main Street, dans North Las Vegas. Notre journaliste Nicolas Bérubé est allé à leur rencontre. Portrait d'une ville scintillante qui perd de son éclat à vue d'oeil. PAGE A18

**COMMERCE**  
**LES MAGASINS SOUFFRENT**  
**LA PRESSE AFFAIRES**  
 PAGE 1

Mon clin d'oeil  
**STÉPHANE LAPORTE**  
 Mario, pourquoi m'as-tu abandonné?  
 - Le crucifix de l'Assemblée nationale  
 Venez voir mon blogue!  
 cyberpresse.ca/laporte

**BIODÔME DE MONTRÉAL**  
 UN MUSÉE NATURE MONTRÉAL

Parc olympique Québec

## Soirée au clair de lune du 20 février au 7 mars

Le Biodôme et l'Observatoire de la Tour de Montréal sont exceptionnellement ouverts jusqu'à 20 h 30. Éclairage bleuté dans les habitats, spectacle d'oiseaux de proie, vue imprenable de Montréal, légendes fantastiques et plus. Une expérience inoubliable !

museumsnature.ca parcolympique.ca 514 868-3000

Montréal

FESTIVAL MONTREAL EN LUMIERE

LA PRESSE

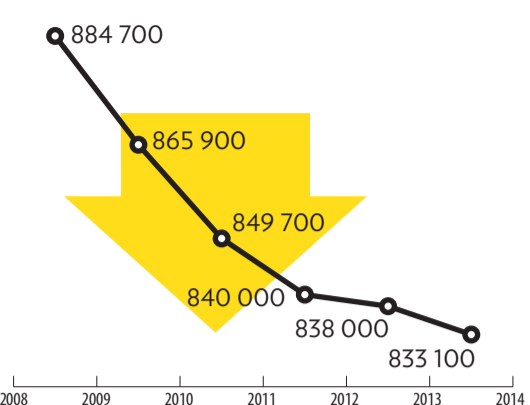
VIAU



# ÉCOLES PUBLIQUES LA DÉNATALITÉ FAIT MAL

## D'ICI CINQ ANS

Prévision du nombre d'élèves au Québec d'ici cinq ans



**BAISSE DE 51 600 ÉLÈVES OU 6% EN CINQ ANS**

Note: réseau public, secteur des jeunes, toutes langues d'enseignement. Source: MELS, 16 juillet 2008

## BAISSE DU NOMBRE D'ÉLÈVES PAR RÉGION DEPUIS CINQ ANS

NORD-DU-QUÉBEC	- 508	- 20%
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	- 6327	- 16%
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	- 1966	- 16%
BAS-SAINT-LAURENT	- 3720	- 13%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	- 3027	- 13%
CÔTE-NORD	- 1653	- 13%
CHAUDIÈRE-APPALACHES	-5845	- 11%
MAURICIE	- 3431	- 11%
CAPITALE-NATIONALE	- 7193	- 10%
ESTRIE	- 2925	- 8%
MONTÉRÉGIE	- 9656	- 6%
LANAUDIÈRE	- 3433	- 6%
OUTAOUAIS	- 2553	- 6%
CENTRE-DU-QUÉBEC	- 1607	5%
<b>MONTRÉAL</b>	<b>- 7634</b>	<b>- 5%</b>
LAURENTIDES	- 1642	- 2%
LAVAL	- 967	- 2%

Note: dans les commissions scolaires francophones, de 2002-2003 à 2007-2008. Source: Prévisions de l'effectif scolaire à l'éducation préscolaire, au primaire et au secondaire, MELS

## PETITES ÉCOLES AU QUÉBEC

25 ÉLÈVES ET MOINS	26 À 50 ÉLÈVES	51 À 100 ÉLÈVES	TOTAL: <b>574 ÉCOLES</b> ONT 100 ÉLÈVES OU MOINS
<b>59</b>	<b>176</b>	<b>339</b>	

## FERMETURES D'ÉCOLES

### ÉCOLES QUI FERMERONT À LA FIN DE L'ANNÉE SCOLAIRE

- École Albert-Morin, Saint-Jean-de-Cherbourg
- École Destor, Destor (rasée par un incendie en octobre, elle devait fermer en juin)
- École Immaculée-Conception, Rouyn-Noranda
- École Raymond, Gatineau
- École Saint-Raphaël, Albertville

### ÉCOLES QUI POURRAIENT FERMER À LA FIN DE L'ANNÉE SCOLAIRE (la décision sera prise ce soir)

- Pavillon Deslandes de l'école d'Iberville, Longueuil (arrondissement Saint-Hubert)
- École Monseigneur-Forget, Longueuil (arrondissement Saint-Hubert)
- École des Quatre-Vents ou école Paul-Chagnon, Longueuil (arrondissement Saint-Hubert)
- Deux des cinq écoles suivantes de Longueuil: Carillon, Sainte-Claire, Paul-De Maricourt, Samuel-De Champlain et Jean-De Lalande.

### AUTRES FERMETURES ENVISAGÉES

- École Antoine-De St-Exupéry, Chicoutimi (en 2010)
- École Georges-Vanier, La Baie (en 2010)
- École Marguerite-d'Youville, Chicoutimi (en 2010)
- École Quatre-Vents, Chicoutimi-Nord (en 2010)
- École Saint-Luc, Jonquières (en 2011)

Note: listes non exhaustives, selon les informations recueillies par La Presse



# PLUS DE 130

C'est ce soir que le sort de neuf écoles de la Rive-Sud sera fixé. Un maximum de cinq d'entre elles pourraient fermer. Au Québec, 134 écoles publiques ont mis la clé sous la porte depuis cinq ans. Et ce n'est pas fini: la baisse de la natalité fait que les écoles publiques perdront 52 000 élèves supplémentaires d'ici cinq ans. Fondant de grands espoirs sur le mini-baby-boom actuel, la ministre de l'Éducation demande d'être prudent avant de faire sonner les cloches d'une école pour la dernière fois.



MARIE ALLARD

Il y a 20 000 élèves de moins que l'an dernier dans les écoles primaires et secondaires publiques du Québec. Depuis cinq ans, elles ont perdu un total de 84 000 élèves, surtout en raison

de la baisse de la natalité. Depuis 2003, 134 écoles publiques ont fermé leurs portes dans la province. Bien d'autres sont à moitié occupées. Et ce n'est pas fini: le ministère de l'Éducation (MELS) prévoit que le nombre de jeunes dans les écoles publiques chutera encore de 52 000 – ou 6% du total – d'ici cinq ans. Principal secteur touché: le secondaire. «Il amorcera une décroissance qui pourrait lui faire perdre plus de 20% de son effectif au cours des 10 prochaines années», précise le Ministère dans ses prévisions de 2007.

## Quand un petit village perd son école

MARIE ALLARD

Niché au pied des monts Chic-Chocs, dans le Bas-Saint-Laurent, le village de Saint-Jean-de-Cherbourg a reçu une bien mauvaise nouvelle: son école fermera à la fin de l'année scolaire. «L'école, c'est le cœur du village, dit Jocelyn Bergeron, son maire. Quand les enfants grouillent, c'est la vie.»

À l'école de Saint-Jean-de-Cherbourg, il n'y avait plus que 7 enfants, qui devront faire près de 20 km pour aller étudier à Saint-Adelme, voire 45 km pour gagner Matane. «On n'a pas la crainte que des gens partent parce qu'on n'aura plus d'école, mais celle de ne pas pouvoir en ramener d'autres», indique M. Bergeron, dont le village compte 224 habitants.

Le Québec a beaucoup de petits établissements: 600 écoles accueillent 100 élèves ou moins. Environ 175 écoles comptent un maximum de 50 jeunes, dont le tiers en ont 25 à tout casser.

«Dans bien des villages, on a fermé les bureaux de poste, les caisses pop, les services de proximité comme le dépanneur, l'essence, les restaurants et on est rendu avec un curé pour six paroisses. Là, il reste l'école», dit Suzanne Tremblay, ex-députée et présidente de la Coalition urgence rurale du Bas-Saint-Laurent. Son

organisme a tenu un colloque sur les écoles en novembre, attirant une centaine de personnes.

### Pas à n'importe quel prix

«On veut maintenir les écoles ouvertes le plus possible, mais pas à n'importe quel prix, explique-t-elle. Il faut qu'on s'assure que les élèves ont un enseignement de qualité et qu'ils ont aussi, au plan social, des interactions avec des enfants qui ne sont pas leurs frères et sœurs.»

Des solutions sont proposées par les communautés pour garder les écoles ouvertes. «Par exemple, la municipalité va enlever la neige l'hiver, faire les pelouses l'été», ce qui réduit les dépenses des commissions scolaires, indique M<sup>me</sup> Tremblay. Les parents demandent quant à eux un service de garde et de dîner à l'école du village. Sans cela, «ils s'en viennent travailler à Rimouski et ils emmènent leurs enfants avec eux», dit-elle. Est-ce faisable? «Ça va s'organiser», assure-t-elle.

À Saint-Jean-de-Cherbourg, le maire garde un petit espoir de voir renaître son école. «C'est triste, mais on se débat, dit-il. On est un des plus beaux villages qu'il n'y a pas dans la région de Matane. On est près des montagnes, le spectacle est féérique. Ce n'est pas interdit de venir nous voir!»

## DEPUIS CINQ ANS

### FERMETURES D'ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES

<b>AU PUBLIC:</b> <b>134 écoles</b> (de 2003-2004 à 2007-2008)	<b>AU PRIVÉ:</b> <b>32 écoles</b> (de 2003-2004 à 2008-2009)
--	--

### OUVERTURES D'ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES

<b>AU PUBLIC:</b> <b>26 écoles</b> (de 2003-2004 à 2008-2009)	<b>AU PRIVÉ:</b> <b>47 écoles</b> (de 2003-2004 à 2008-2009, une dizaine d'écoles existaient déjà, mais illégalement)
---	---

Source: ministère de l'Éducation

## SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 12	Horaire télévision	ARTS 4
Astrologie du jour	AFFAIRES 11	Loteries	A14 et SPORTS 5
Bourses	AFFAIRES 8 et 9	Monde	A18 et A19
Décès	AFFAIRES 10 et 11	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 10
Forum	A20 et A21	Sudoku	AFFAIRES 4

### Météo

Ensoleillé avec quelques nuages en matinée, maximum -8, minimum -13. ARTS 6

### VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

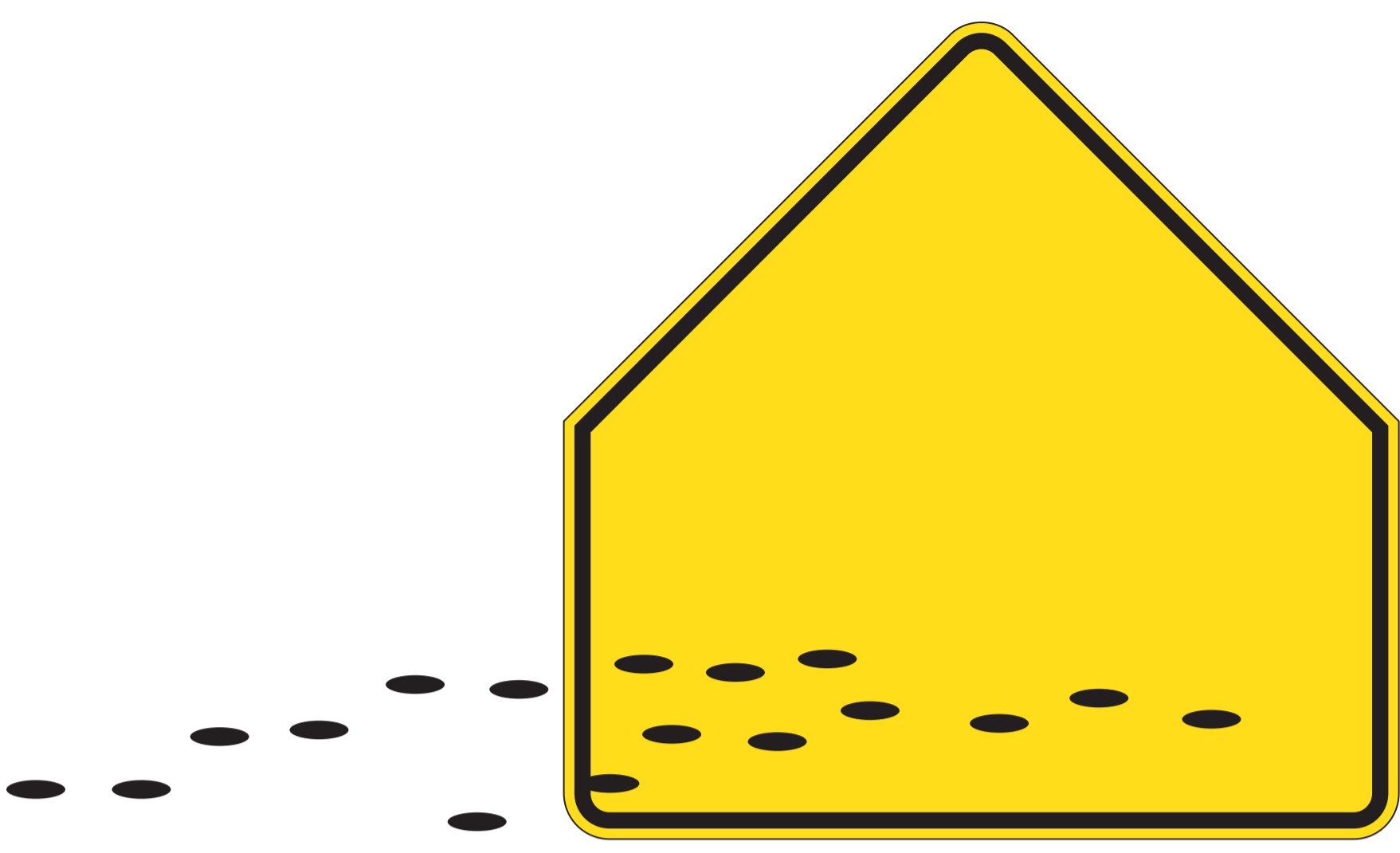
nouvelles@lapresse.ca

### UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca



# ÉCOLES PUBLIQUES LA DÉNATALITÉ FAIT MAL



## FERMETURES EN 5 ANS

Une petite remontée est attendue dans les écoles à partir de 2015, mais ce ne sera même pas assez pour revenir au niveau actuel. Du moins, pas jusqu'en 2023, dernière année pour laquelle le Ministère a sondé sa boule de cristal. Le MELS pourrait toutefois se tromper, comme le suggère le mini-baby-boom observé actuellement. Déjà, en juillet dernier, il a été forcé de revoir modestement à la hausse ses prévisions.

«La natalité augmente, alors il faut être prudent avant de fermer des écoles», dit Isabelle Gélinas, mère de trois élèves de l'école Samuel-De Champlain, à Longueuil, qui est menacée de fermeture.

### Cas par cas

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, est du même avis. «Bien que les prévisions de clientèle soient effectivement à la baisse, il faudra s'attendre à des augmentations dans l'avenir grâce à la mise en place du Régime québécois d'assurance parentale, note Jean-Pascal Bernier, son attaché de presse. Pour M<sup>me</sup>

Courchesne, fermer une école ne doit être qu'une solution de dernier recours, après que toutes les autres options ont été regardées. Parfois, les fermetures sont inévitables, mais ça doit être du cas par cas.»

D'autant plus que la ministre a promis, en campagne électorale, de diminuer de

**« Pour M<sup>me</sup> Courchesne, fermer une école ne doit être qu'une solution de dernier recours, après que toutes les autres options ont été regardées. »**

10 % le nombre d'élèves par classe, ce qui nécessitera davantage de locaux.

À Québec, la commission scolaire des Découvreurs a reculé, en décembre, et sauvé de la fermeture les écoles primaires Notre-Dame-de-Foy et Cœur-Vaillant-Campanile. Mais au moins cinq autres

écoles fermeront bel et bien en juillet dans la province et plusieurs autres projets de «révocation d'actes d'établissement» circulent.

La baisse du nombre d'enfants frappe plus durement certaines régions. La Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a perdu 16 % de ses élèves en cinq ans, le Saguenay-Lac-Saint-Jean autant.

«Nous avons perdu 40 % de notre clientèle depuis 1998, c'est énorme», indique Liz S. Gagné, présidente de la commission scolaire des Rives-du-Saguenay. Déjà, huit écoles y ont été fermées depuis 2002 et quatre autres pourraient suivre en 2010. Parmi les coupables figure l'exode de la population, en plus de la dénatalité.

### « Des écoles à roulettes »

Même en banlieue de Montréal, les quartiers vieillissants sont touchés par le manque d'enfants. «Les clientèles ne sont pas à la bonne place», résume Louise Lortie, présidente de la commission sco-

laire de Laval. Des familles s'installent autour du métro de Laval et réclament une école neuve, «alors qu'à cinq kilomètres il y en a une presque vide», fait-elle valoir.

«Ça prendrait des écoles à roulettes, lance Yvon Landry, secrétaire général de la commission scolaire des Draveurs, à Gatineau. Les gens vont s'établir n'importe où, en milieu semi-rural où ils ont un beau grand terrain boisé, puis ils viennent demander une école. Il y a une mentalité à changer.» L'école Raymond, du Vieux-Gatineau, fermera en juillet, ce qui n'empêche pas la commission scolaire des Draveurs de demander l'aide de Québec pour construire une école à l'autre extrémité de son territoire.

«Où est l'urgence de fermer?» demande André Lebeau, président du conseil d'établissement de l'école Raymond, qui réclame davantage de justifications. «On ne peut pas transporter les élèves d'un bout à l'autre de notre territoire», plaide M. Landry.

### RIVE-SUD

## Le sort de neuf écoles scellé ce soir

### MARIE ALLARD

C'est ce soir que sera fixé le sort de neuf écoles de Longueuil et Saint-Hubert, menacées de fermeture en raison du déclin du nombre d'enfants. «On a une décroissance réelle de 5575 élèves depuis 1998», indique Lucie Désilets, présidente de la commission scolaire Marie-Victorin. Seule une école de son territoire a fermé jusqu'à maintenant, dans l'ex-Ville Le Moyne, en 2003.

«La décroissance a bien sûr un impact sur les subventions que nous recevons», dit la présidente. Si aucun changement n'est apporté, le déficit cumulé «dû à la diminution des effectifs scolaires» sera de 21 millions dans 5 ans, précise le Plan d'organisation scolaire 2009-2014 de Marie-Victorin.

«Ce qui nous guide, c'est le maintien des services de qualité», assure M<sup>me</sup> Désilets. Les petites écoles offrent des activités moins variées, moins de services professionnels, plus de classes multi-âges, voire une plus grande concentration d'élèves en difficulté, fait valoir la commission scolaire.

Un maximum de cinq des neuf écoles pourraient fermer en juillet. «Ou aucune», dit M<sup>me</sup> Désilets, redonnant espoir aux communautés qui se battent pour la survie de leur école. Le problème, c'est que la baisse du nombre d'élèves est répartie dans

plusieurs écoles, qui refusent toutes d'être sacrifiées au profit des autres.

### Pétition de 2000 signatures

«Quand une école part, ça tue un peu le quartier», dit Sylvain Jacob, responsable du service de garde à l'école Paul-Chagnon, dans Saint-Hubert. Plus de 2000 personnes ont signé une pétition réclamant la survie de l'établissement, fréquenté par 267 enfants. Plantées devant les commerces et maisons des alentours, des pancartes demandent aussi son maintien. «Si Paul-Chagnon ferme, plus de 600 élèves changeront d'école à cause de l'effet domino qui suivra», dénonce M. Jacob. Un scénario confirmé par la commission scolaire.

L'opposition est aussi vive à Longueuil, où les écoles ne sont qu'à quelques rues les unes des autres. «Ça ne me tente pas que mon école ferme, dit Antonin Mevel, 12 ans, qui va à l'école Sainte-Claire. C'est près de chez moi, les profs ne sont pas trop sévères et ils sont dynamiques.» Présidente du conseil d'établissement de Sainte-Claire, Monique Bastien, sa mère, combat la fermeture de l'école pour la deuxième fois en trois ans. «C'est n'est pas du tout justifié, indique-t-elle. Tous les élèves marchent pour aller à l'école. En la fermant, ils économiseraient des cennes noires comparé au déficit.» Condamner Sainte-Claire ferait gagner 208 013 \$ par an, selon la commission scolaire.



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE  
Antonin Mevel, 12 ans, lutte contre la fermeture de son école, Sainte-Claire, à Longueuil.

Mélanie L'Archevêque-Gariépy lutte, quant à elle, pour sauver l'école des Quatre-Vents, où va son fils qui a des difficultés d'apprentissage. «Quand tu rentres dans cette école-là, c'est joyal, témoigne-t-elle. Tu n'es pas numérotée, tu ne sens pas

qu'ils se disent: Ah, c'est la mère du petit mozzuse!»

Le Syndicat de l'enseignement de Champlain, qui représente les enseignants de Marie-Victorin, propose de sauver les écoles en éliminant les subventions au privé. Cela permettrait d'aller chercher plus de 1000 élèves, qui quitteraient les écoles privées devenues trop chères, estime le syndicat.

Tous ont apprécié l'écoute des commissaires de Marie-Victorin, qui ont tenu des audiences publiques où 66 mémoires ont été déposés. «Ça nous a fait cheminer, assure M<sup>me</sup> Désilets. C'est clair aussi que la ministre a appelé à la prudence, mais à Marie-Victorin, on avait cette prudence.»

### Fermetures à Laval: une erreur?

Peut-on tirer des leçons de l'expérience de Laval, où une dizaine d'écoles primaires et trois écoles secondaires ont fermé ces dernières années? Pas sûr. «Ça a été une bien grosse erreur, affirme Chantal Crochetière, présidente par intérim du Syndicat de l'enseignement de la région de Laval. Au secondaire, il y a aujourd'hui 2422 élèves de plus, mais 3 écoles de moins. Ça a clairement comme conséquence que les écoles sont surpeuplées.»

Oui, des écoles secondaires débordent, «mais ce n'est pas du tout à cause des fermetures», répond Louise Lortie, présidente de la commission scolaire de Laval. Plutôt parce que la clientèle est mal répartie dans l'île Jésus. L'école secondaire Leblanc, située dans l'Est, est à moitié vide, illustre-t-elle. «On va probablement déplacer des élèves», précise la présidente.

Sur la Rive-Sud, le suspense prendra fin quand le conseil des commissaires de Marie-Victorin se réunira ce soir, à 19h30. «J'ai hâte de savoir, dit M<sup>me</sup> Bastien, de l'école Sainte-Claire. J'en fais des cauchemars la nuit.»

## ACTUALITÉS

**Quartier des spectacles** Montréal doit emprunter 25,5 millions supplémentaires

# La Ville ne veut pas payer seule

EXCLUSIF

MARIO CLOUTIER

Les coûts des travaux du Quartier des spectacles dans le secteur de la Place des Arts grimpent en flèche. Le projet initialement annoncé à 120 millions de dollars frôle désormais les 150 millions en raison de frais indirects, d'un échancier serré et d'achats de terrain.

La Ville doit emprunter 25,5 millions supplémentaires pour le financer, mais pas question de payer seul, a déclaré le maire

Gérald Tremblay à *La Presse*. « On trouvera sûrement une façon de demander aux gouvernements, fédéral et provincial, de compenser les investissements additionnels qu'on a dû faire à court terme, dit-il. [...] Ce que les gouvernements n'ont pas nécessairement mis à la hauteur de nos attentes, on va les convaincre de nous redonner cet argent pour un autre projet. D'ailleurs, le Quartier des spectacles est un ensemble considérable de projets. »

Le maire Tremblay dit s'attendre à des investissements dans d'autres projets importants à Montréal, comme le Vieux-Port et le musée Pointe-à-Callière. « Même si à court terme, souligne le maire, ça nous coûte un petit peu plus cher en termes d'investissements, on va sûrement trouver une façon de compenser dans ces autres projets qui s'en viennent à Montréal. »

Le comité exécutif de la Ville a entériné mercredi dernier l'emprunt de 25,5 millions pour le Quartier des spectacles. En tout, c'est 27 millions supplémentaires



Les travaux du Quartier des spectacles de la Place des Arts, annoncés à 120 millions, frôlent désormais les 150 millions en raison de frais indirects, d'un échancier serré et d'achats de terrain.

que Montréal consacra à la réalisation des travaux dans le secteur de la Place des Arts.

Pour la Ville, la facture s'élève donc à 67 millions désormais, portant les investissements totaux, incluant l'apport de Québec, 40 millions, et d'Ottawa, 40 millions, à 147 millions.

« Mais c'était prévu que ça coûte autour de 150 millions de dollars dans le plan triennal d'immobilisation, insiste M. Tremblay. Il y avait des coûts admissibles et d'autres qui ne le sont pas. Ça n'a jamais été caché, c'était public. »

## 27 millions de plus

Parmi les coûts non admissibles aux subventions, on trouve 7,3 millions de coûts indirects: études d'ingénierie, planification écologique et supervision architecturale. À ce chapitre, le gouvernement fédéral a autorisé la Ville à dépenser 15% de sa subvention de 40 millions, mais les coûts indirects s'élèvent dans les faits à 22% et Montréal doit payer la différence.

La Ville doit aussi assumer 7,3 millions de plus pour les coûts de construction déboursés avant

la date d'admissibilité au programme d'infrastructures fédéral de Chantiers Canada.

« On ne pouvait pas attendre avec ce projet important pour Montréal, note M. Tremblay. On a décidé d'accélérer les travaux. On est dans l'action, nous. »

Les deux autres gouvernements savaient dès le départ, ajoute-t-il, que l'échancier était très serré. La place des festivals, première phase des travaux rue Jeanne-Mance, doit être livrée l'été prochain pour le 30<sup>e</sup> anniversaire du Festival de jazz.

Enfin, l'expropriation et l'achat de terrains pour les phases ultérieures du projet autour de la Place des Arts, notamment le métro Saint-Laurent (voir autre texte), ont grimpé de 7,3 à 12,4 millions.

Ces trois postes de dépenses font monter la facture à 147 millions. Encore au début de décembre dernier, les fonctionnaires municipaux estimaient pourtant le coût total du projet à 130 millions.

## Ottawa et Québec n'ont pas encore signé

En outre, Québec et Ottawa, n'ont pas encore signé l'entente qui permettra de débloquer les fonds de Chantiers Canada, 40 millions de chaque gouvernement, pour le Quartier des spectacles. Là aussi, Gérald Tremblay se dit confiant.

« On a eu une rencontre ce matin (hier) avec le comité de pilotage de suivi du Rendez-vous 2007: Montréal, métropole culturelle, et on a l'assurance qu'ils vont signer cette entente. »

L'entente globale entre les trois partenaires sur le Quartier des spectacles est signée, mais *La Presse* dévoilait, en octobre dernier, qu'un accord spécifique reste à être entériné entre Québec et Ottawa, ce qui n'a toujours pas été fait, même si la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, a rencontré le ministre fédéral John Baird récemment.

« Ils ont convenu d'accélérer les discussions, indique l'attachée de presse de la ministre, Catherine Poulin. C'est assez complexe comme entente de contributions, mais on a de beaux projets auxquels on tient. »

STAR ALLIANCE

## Bien plus de paysages fleuris en Suisse.

Montréal-Genève. Nouveau service quotidien sans escale.

À partir du 1<sup>er</sup> juin 2009, vous pourrez vous rendre au cœur de l'Europe plus rapidement que jamais. Essayez notre nouveau service quotidien sans escale vers Genève et profitez de tout ce que nous avons à vous offrir, de nos écrans vidéo individuels à commande tactile proposant des heures de divertissement sur demande au confort des fauteuils-lits entièrement inclinables de nos Suites Super Affaires<sup>MD</sup>.

Réservez en ligne avant le 15 mars 2009 et obtenez 2000 milles-bonis Aéroplan<sup>MD</sup>.

Le tarif est basé sur un ALLER SIMPLE et est assujéti à l'achat d'un billet ALLER-RETOUR au départ de Montréal<sup>1</sup>.

DÉPARTS: 1<sup>er</sup> - 30 JUIN 2009

# 340\$

Le tarif indiqué n'inclut pas le supplément des frais de carburant de 112\$ par aller simple.

Choisissez librement en ligne ou en appelant votre agent de voyages. Vous pouvez également nous appeler au 1 888 247-2262.

L'offre prend fin le 17 mars 2009.



**aircanada.com**  
La liberté de voyager à votre façon

Un billet acheté auprès du bureau des réservations d'Air Canada coûtera 25\$ additionnels par personne, jusqu'à un maximum de 100\$ par réservation (non remboursables, taxes en sus). Service aux personnes malentendantes (ATS): 1 800 361-8071. Réservation d'hôtel, location de voiture et autres services à destination offerts par des chefs de file de l'industrie du voyage, par l'intermédiaire de WWMS. Les billets doivent être achetés au plus tard le 17 mars 2009. Les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, les taxes et les autres frais et suppléments ne sont pas inclus. Le tarif est en vigueur au moment de la publication et applicable aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Le tarif peut différer selon les dates de départ et de retour. Séjour minimal: un samedi soir obligatoire; séjour maximal: 12 mois. D'autres conditions peuvent s'appliquer. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés par des appareils d'Air Canada ou d'Air Canada Jazz<sup>SM</sup>. Le tarif est basé sur un aller simple et n'est accessible qu'à l'occasion de l'achat d'un billet aller-retour. Dates de départ tel qu'indiqué ci-dessus. Le tarif est sous réserve de l'approbation du gouvernement. L'achat à l'avance peut être requis. Le supplément des frais de carburant varie selon le trajet effectué. Les billets sont remboursables moyennant des frais de pénalité. Promotion milles-bonis Aéroplan: l'offre s'applique aux réservations effectuées sur aircanada.com entre le 15 janvier et le 15 mars 2009, aux tarifs ou classes de réservation admissibles, pour voyager entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 décembre 2009 à bord des vols sans escale assurés par Air Canada entre le Canada et Genève. Pour connaître les modalités et tous les détails, visitez aircanada.com. <sup>1</sup> Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. <sup>2</sup> Super Affaires est une marque déposée d'Air Canada. <sup>3</sup> Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan Canada Inc. En collaboration avec Swiss International Air Lines, membre du réseau Star Alliance<sup>SM</sup>.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

La construction d'un complexe destiné à des écoles de formation reliées aux arts verra peut-être le jour aux abords du métro Saint-Laurent.

## MÉTRO SAINT-LAURENT

# Un nouveau promoteur pour le terrain vague

SARA CHAMPAGNE

Le promoteur derrière la construction du 2-22 Sainte-Catherine, future vitrine culturelle du Quartier des spectacles, est en voie de faire main basse sur le terrain vague du métro Saint-Laurent, a appris *La Presse*. Jusqu'à tout récemment, ce terrain, qui constituera l'entrée du quartier, était destiné à être développé par la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), élaboussée par un scandale d'octroi de contrats, l'automne dernier.

Selon des sources proches du maire Tremblay, des discussions vont bon train entre la Société de développement Angus (SDA) et la Ville de Montréal. Dans les faits, la SDA achèterait le terrain grâce à un partenariat de quelques millions avec Fondation (CSN), et y érigerait une sorte de complexe destiné à des écoles de formation reliées aux arts. Une annonce doit d'ailleurs être faite en ce sens ce matin, en point de presse, et inclura des sommes pour la construction du 2-22 Sainte-Catherine, engagement électoral et cher à Gérald Tremblay.

L'un des partenaires de la SDA, qui projette depuis longtemps de déménager grâce à une subvention de 10 millions, serait l'École de danse contemporaine de Montréal (LADMMI). La troupe œuvre présentement dans l'édifice Belgo, rue Sainte-Catherine Ouest. Elle devait au départ s'associer au projet avorté de construction, piloté par la SHDM.

À la SDA, personne n'a voulu répondre aux questions de *La Presse*, hier. De son côté, le maire de Montréal, qui assistait en matinée au dévoilement de la restauration de l'ancienne bibliothèque centrale, rue Sherbrooke, a

confirmé « qu'on doit maintenant faire une concession pour que, notamment, les Ateliers de danse moderne puissent s'y installer, le plus rapidement possible ».

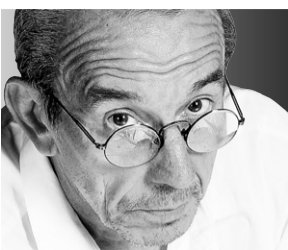
Plutôt tenue à l'écart du développement du Quartier des spectacles, la Société de développement Angus est de plus en plus active dans le projet en proposant également toute la revitalisation de l'îlot ouest du boulevard Saint-Laurent, entre le Monument-National et Sainte-Catherine. En ce qui concerne la livraison du 2-22 Sainte-Catherine, tout d'abord prévue au printemps prochain, elle a été reportée au printemps 2010, le temps de ficeler le montage financier d'environ 16 millions.

Loin de faire du surplace, la SDA en serait présentement à la dernière phase du montage des plans et maquettes d'architecture de l'édifice phare du Quartier des spectacles. Des audiences publiques seraient prévues à la mi-avril.

Du côté de la SHDM, où l'on fonctionnait avec un nouveau directeur général et des nouveaux membres au conseil d'administration depuis la controverse des contrats, on a indiqué hier qu'il y a encore des « discussions avec la Ville » au sujet du développement du terrain du métro. « Il n'y a pas encore eu de décision », a ajouté Stéphanie Gareau, porte-parole de la Société.

Au départ, la SHDM projetait d'ériger un édifice de 11 étages. Il aurait notamment abrité les bureaux de construction Frank Catania, une firme partenaire de la SHDM pour le développement du Faubourg Contrecoeur, dans l'est de Montréal. Il s'agit d'un développement qui fait présentement l'objet d'une enquête dont les conclusions seront probablement dévoilées au printemps.

# Les rejets, les lettres



**PIERRE  
FOGLIA**  
CHRONIQUE

Savez-vous, monsieur le chroniqueur que si l'on pouvait vous faire entrer dans la peau d'un adolescent d'aujourd'hui, vous seriez le plus grand rejet qu'on n'aurait jamais vu? Votre accent, vos lunettes franchement nulles, votre intelligence un peu rugueuse, et en plus vous lisez des livres! ... C'est plus qu'il n'en faut pour se faire insulter tous les jours, 181 jours par année, pendant 5 ans dans n'importe quelle polyvalente du Québec.

— R, 20 ans, étudiant en droit

Comme je l'évoquais samedi, le rejet est de toute éternité, de toutes les communautés, de toutes les armées, c'est souvent sur le dos du rejet que se solidifie le groupe. Attendez que je me souvienne: ai-je été moi-même rejet? Je ne leur en ai jamais laissé le temps. J'ai toujours pris le groupe de vitesse, je l'ai toujours rejeté en bloc avant qu'il me rejette. Refaire la même chose aujourd'hui? Je me ferais lyncher. En ce temps-là régnait dans les écoles une lourde autorité, des règles, des interdits, des contraintes, des sanctions souvent tyranniques, tout cela était

peut-être du fascisme comme on l'a un peu vite dénoncé en mai 68. N'empêche que cette soumission obligée à l'autorité empêchait la barbarie dans l'école et ses alentours. Plutôt que sur le dos du rejet, le groupe se solidifiait sur celui des maîtres de discipline.

Rien de neuf dans le mécanisme du rejet, ce qui est neuf, c'est cette pathogène impuissance des directions d'école, incapables qu'elles sont de gérer leur cour et les alentours. Nouvelle dynamique, nouvelle ère, l'école est malade de son refus de sanctionner. Chercher à comprendre quand il faudrait exclure, discuter avec des petits tortionnaires, les excuser, leur donner une dernière chance... Écoutez-les les pédagogues, écoutez-les depuis la disparition du petit David nous asséner à pleins micros: tolérance zéro. Mon cul. Ils tolèrent justement n'importe quoi plutôt que de sanctionner et d'exclure.

Sont prêts, sans qu'on sache très bien si c'est par pédagogie ou pour avoir la paix, sont prêts

à tolérer cette jungle qu'est devenue la cour de l'école, une jungle où les règles sont dictées par des babouins tarés qui ont la haine de l'étude.

Les tourmenteurs du petit David étaient connus. Ma question: et ils continuaient de tourmenter?

*Vous disiez dans votre chronique que les rejets sont «trop». Pas toujours, monsieur, pas toujours. À l'école où je suis allé à Granby, une des ces écoles qui traînent dans le fin fond du classement annuel de L'actualité, pas besoin d'être trop pour se faire écœurer. Il suffisait d'être appliqué dans ses études, il suffisait d'être surpris à parler à un rejet, parfois même pour absolument rien, et adieu tranquillité pour les cinq prochaines années. Vous pensez que j'exagère? Savez-vous pourquoi tant d'élèves vomissent avant un exposé oral? Parce qu'il va falloir performer devant le prof? Non. Parce qu'il va falloir se montrer, se révéler devant les cools défoncés comme d'habitude qui vont peut-être mal prendre que l'on parle d'un livre que l'on a aimé, que l'on pratique un autre sport que le hockey, que l'on est allé au musée avec ses parents...*

*Je vais vous dire quelque chose d'infiniment triste, monsieur le chroniqueur: pour avoir la paix avec ses congénères à l'école d'aujourd'hui, il vaut mieux ne pas trop montrer que l'on sait lire, écrire et surtout réfléchir.*

— R, le même, étudiant en droit

**AFGHANISTAN** — J'avais 11 ans M. Foglia. Je m'en souviens comme hier. Représentez-vous un petit garçon

de 11 ans. Pas bien gros, pas bien grand. C'était ma première journée au Collège Laval.

T'es fif toi? Deux ou trois imbéciles. Hé, réponds on te parle, t'es fif ou quoi?

Je l'étais bien sûr. Mais je ne le savais pas encore. 11 ans, rien ne pressait il me semble. Je l'ai su quand même ce jour-là.

Ma vie a changé dans l'instant. Fif. La condamnation ultime. J'étais fini. Ça été l'enfer. 20 ans plus tard les cicatrices sont toujours là. Heureusement j'ai reçu de l'aide, mes parents notamment ont été parfaits.

J'ai entendu que le jeune David Fortin, celui qui a disparu à Alma, lui aussi se faisait traiter de fif. Quand je me revois à 11 ans, quand je pense à David curieusement je pense à... l'Afghanistan. On nous dit que nos soldats combattent là-bas l'intolérance.

— François

Il y avait un reportage l'autre soir à Radio-Canada sur une école à New York pour gais et lesbiennes seulement. Pour ou contre, nous demandait-on à la fin. Contre! Contre pour toutes les bonnes raisons d'intégration que l'on devine, il me semble que l'école est précisément le lieu où apprendre à reconnaître les différences.

Oui, mais pour les tout-petits qui ne peuvent pas se défendre?

OK d'abord, je suis d'accord pour des pouponnières pour gais et lesbiennes.

**LE GRAIN** — Mon secondaire un s'était bien passé, en secondaire deux (à Stanislas), du jour au lendemain je suis devenu lépreux. Un rejet en règle. Ça a duré toute l'année, des fois j'allais pleurer tout seul dans une classe. Je n'étais pas laid mais j'avais, j'ai toujours, une mâchoire légèrement prognathe, et c'est ce que j'ai entendu un milliard de fois cette année là: crise de guenon, crise ton camp. Ça a arrêté comme ça a commencé, sans raison.

— Charles

Dans *Les Bienveillantes*, l'auteur, Jonathan Littell fait passer l'horreur absolue des camps nazis par des hommes ordinaires, par des fonctionnaires qui comptabilisent les portions des prisonniers, par les aiguilleurs des trains qui s'arrêtaient aux portes des fours, par des fabricants de béton, par des secrétaires. Par la foule, c'est-à-dire par le sable grain par grain. Grain par grain. Crisse de guenon, crise de fif, criss de juif.

**LE COMBLE** — Je m'appelle Audrey, je suis un ancien «rejet». J'étais rousse, grassouillette, peu douée pour les sports...

Rousse et rejet! Mon dieu comment est-ce possible? C'est bien ce que je vous disais, des barbares.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur: [pfoglia@lapresse.ca](mailto:pfoglia@lapresse.ca)

## DIRECTION GÉNÉRALE DU CHUM

# Six «bons» candidats en lice, selon Yves Bolduc

EXCLUSIF

ARIANE LACOURSIERE

Six candidats intéressants ont déposé leur candidature afin de devenir le prochain directeur général du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), a appris *La Presse*. L'appel de candidatures, qui se termine aujourd'hui, pourrait donc avoir porté ses fruits.

«Cinq ou six bonnes candidatures ont été déposées», a confirmé le ministre de la Santé du Québec, Yves Bolduc.

L'identité des intéressés reste un mystère. «Tous les travaux du comité de sélection sont de nature confidentielle», affirme la responsable des communications du CHUM, Annie-Carole Martel.

Mais il y a quelques mois, le président du conseil d'administration du CHUM, M<sup>c</sup> Patrick Molinari, n'avait pas écarté la possibilité de recruter un directeur général provenant de l'étranger.

**Les dossiers des candidats seront minutieusement étudiés au cours des prochaines semaines, si bien qu'un nouveau directeur général devrait être nommé d'ici le mois d'avril ou mai.**

La firme de chasseurs de têtes Egon Zehnder International avait d'ailleurs été engagée en janvier pour trouver des candidats potentiels à la direction du CHUM.

Les dossiers des candidats seront minutieusement étudiés au cours des prochaines semaines. Si bien qu'un nouveau DG

devrait être nommé d'ici le mois d'avril ou mai.

Le poste de directeur général du CHUM est vacant depuis la démission du D<sup>r</sup> Denis Roy, en juillet dernier. C'est le D<sup>r</sup> Serge Leblanc qui assurait depuis l'interim.

Le dossier du CHUM étant très épineux, on a longtemps craint que le poste de directeur général n'attire guère de candidats intéressants.

Pour attirer plus facilement les candidats, le gouvernement avait même envisagé d'augmenter de 20% à 30% la rémunération des dirigeants d'hôpital.

Plusieurs intervenants participent à la sélection du nouveau DG. La Fondation du CHUM, l'Université de Montréal, le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP), le comité des usagers, le conseil des infir-

mères ainsi que la Table des chefs de département ont déjà donné leur avis sur le profil idéal de l'élu.

Les prochaines semaines permettront de nommer le candidat qui répond le mieux à ces exigences. Une fois choisi, le nouveau DG du CHUM devra obtenir

l'approbation de différents organismes gouvernementaux.

Le ministre Bolduc dit ne pas vouloir s'ingérer dans le processus de sélection. Mais il assure «suivre le dossier de près».

**Appel de propositions**

Par ailleurs, le ministre affirme que l'appel de propositions du partenariat public-privé du CHUM sera lancé avant la nomination du nouveau DG, donc avant le printemps. L'appel de propositions devait être lancé avant Noël, mais des modifications de dernière minute avaient reporté le lancement.

Quelques semaines avant Noël, le gouvernement avait annoncé que l'actuel hôpital Saint-Luc, qui devait être rénové, serait finalement détruit pour faire place à un nouveau CHUM tout neuf.



## GROUPE DE LUXE GRATUIT

valeur de 3 400 \$\*



**X3**  
xDrive 2009

Offre à la location  
**4,9%**<sup>†</sup>  
/mois pendant 48 mois

Offre à l'achat  
**3,9%**<sup>†</sup>  
/mois pendant 60 mois

LE GROUPE DE LUXE COMPREND

Toit ouvrant panoramique • Phares au xénon • Rétroviseur intérieur à fonction antiéblouissement muni d'une boussole • BMW Assist avec technologie sans fil Bluetooth comprenant l'abonnement d'un an au plan de sécurité

Montréal  
**BMW Canbec**  
4090, rue Jean-Talon Ouest  
514.731.7871  
[bmwcanbec.com](http://bmwcanbec.com)

Laval  
**BMW Laval**  
2450, boul. Chomedey  
450.682.1212  
514.990.2269  
[bmwlaval.com](http://bmwlaval.com)

Rive-Sud  
**Park Avenue BMW**  
8400, boul. Taschereau Ouest  
450.445.4555  
514.875.4415  
[parkavenuebmw.com](http://parkavenuebmw.com)

Rive-Sud  
**BMW Sainte-Julie**  
1633, boul. Armand-Frappier  
450.922.1633  
514.875.4400  
[bmwsaintejulie.com](http://bmwsaintejulie.com)

Blainville  
**Hamel BMW**  
620, boul. de la Seigneurie Ouest  
450.437.5050  
[hamelbmw.ca](http://hamelbmw.ca)

\* Les taux de financement/location sont offerts par Services financiers BMW, une division de BMW Canada inc., sous réserve de l'approbation du crédit, avec un terme maximal de 60 mois/48 mois. Les concessionnaires peuvent établir leurs propres prix et facturer des frais administratifs, ce qui peut modifier le taux de pourcentage annuel ou le prix du véhicule. \* Cette offre s'applique au modèle X3 xDrive 2009. Obtenez gratuitement l'ensemble Groupe de luxe ou un rabais équivalent. Ces offres sont d'une durée limitée, sujettes à la disponibilité et peuvent être modifiées ou annulées sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 2 mars 2009. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. Photo X3 à titre indicatif seulement. Les modèles BMW 2009 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. © 2009 BMW Canada inc. «BMW», le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

ACTUALITÉS

# Des talibans aux néo-talibans

Dans la foulée de la visite de Barack Obama à Ottawa et du déploiement de 1400 soldats québécois à Kandahar à partir du 1<sup>er</sup> mars, Michèle Ouimet, qui est allée cinq fois en Afghanistan, fait le point sur la guerre. Voici la deuxième de trois chroniques.



MICHÈLE OUIMET  
CHRONIQUE

La première fois que j'ai mis les pieds en Afghanistan, c'était en décembre 1996. Les talibans étaient au pouvoir depuis trois mois. Ils avaient imposé un régime pur et dur truffé d'interdits: pas le droit de boire de l'alcool, d'écouter de la musique, d'aller au cinéma, de jouer au cerf-volant, de rire ou de porter du blanc, la couleur de l'islam. Les filles ne pouvaient pas aller à l'école et les femmes n'avaient pas le droit de travailler. Les hommes, eux, étaient obligés de porter la barbe et elle devait être assez longue pour tenir dans le creux de leur main.

Tous les matins, je devais me rendre au ministère des Affaires étrangères situé dans un édifice lugubre du centre-ville. Je traversais des couloirs froids et vides, emmitoufflée dans un long manteau, mes cheveux soigneusement cachés par un foulard. Pas une couette ne dépassait. J'entraais dans une pièce et je m'agenouillais devant un mollah assis par terre. Il n'y avait ni meuble ni chauffage. Rien. Une pièce nue et froide.

Le mollah, habillé en noir, avait une longue barbe blanche. Il me fixait avec un regard dur et énumérait les interdits: pas le droit de prendre des photos, pas le droit de faire des entrevues, pas le droit de parler aux Afghans. «Revenez demain matin!» Il m'avait collé un interprète,

Farid, et un chauffeur. Ils étaient chargés de m'espionner. Farid avait à peine 20 ans. Il me suppliait de l'aider à fuir l'Afghanistan.

On sillonnait les rues de Kaboul dans une vieille auto. Le soir, la ville, privée d'électricité, était plongée dans le noir. Au détour d'une rue, des talibans se réchauffaient, les mains tendues au-dessus d'une poubelle où ils avaient allumé un feu. Ils étaient jeunes, armés, imprévisibles, violents.

Farid avait peur, mon chauffeur avait peur, j'avais peur.

Les talibans appliquaient la charia, la loi islamique. Ils tranchaient la main des voleurs, lapidaient les femmes adultères et organisaient des exécutions publiques dans le grand stade de Kaboul.

Un régime terrifiant. Mais un régime qui avait tout de même réussi à apaiser l'Afghanistan meurtri par 10 ans d'occupation soviétique et cinq ans de guerre civile.

//////  
Sous la férule du mollah Omar, le chef des talibans, la culture de l'opium était interdite. En 2001, à la fin de son règne, l'Afghanistan ne fournissait plus que 5% de l'opium mondial.

Aujourd'hui, ce chiffre a explosé, grimant à 90%. Et ce sont les talibans, ou plutôt les néo-talibans, qui contrôlent le marché, car l'opium finance leur guerre. Les temps ont changé, les talibans aussi.



Les talibans en 1996 à Kandahar. Photo que j'ai prise... même si je n'en avais pas le droit.

En 2001, les talibans ont été chassés du pouvoir par les Américains. Affaiblis, ils se sont repliés au Pakistan, le pays voisin. Après une brève accalmie, ils ont repris le combat. Aujourd'hui, ils contrôlent plus de 65% du territoire afghan et ils livrent une guerre d'usure qui ébranle les 70 000 soldats de la force internationale.

«Les talibans des années 90 ont été élevés dans les madrasas, les écoles coraniques du Pakistan, m'explique Didier Chaudet, professeur à l'Institut d'études politiques à Paris et spécialiste de l'Afghanistan. La nouvelle génération – les néo-talibans – a connu la guerre ou a grandi dans les camps de réfugiés. Elle est plus radicale.»

Les néo-talibans entretiennent aussi des liens plus étroits avec le terrorisme international et Al-Qaeda. Ils sont plus pragmatiques. Ils ne se gênent pas pour financer leur guerre avec l'argent de l'opium et ils ont pratiquement cessé de brû-

ler les écoles de filles pour éviter de se mettre la population à dos.

Le mouvement taliban est divisé entre les modérés, fidèles au mollah Omar, et les radicaux plus proches d'Al-Qaeda. Les modérés sont prêts à négocier avec le président afghan pour partager le pouvoir. Les radicaux, eux, maintiennent la ligne dure: pas question de négocier avec l'ennemi. Ils préfèrent vaincre les soldats de l'OTAN en multipliant les attentats suicide, les kidnappings et les assassinats.

Aujourd'hui, affirme Didier Chaudet, les modérés sont minoritaires.

Les talibans font tache d'huile. Vers 2007, un mouvement taliban pakistanais a pris forme. Il a rapidement pris du coffre. Son chef, Baitullah Mehsud, est un pur et dur beaucoup plus radical que le mollah Omar. Son rêve: établir une grande

république islamique pachtounne qui engloberait l'Afghanistan et le Pakistan. Le Pakistan qui possède l'arme nucléaire. Avant d'être des intégristes, les talibans sont des nationalistes pachtounnes, l'ethnie dominante en Afghanistan.

Même si le gouvernement pakistanais a bombardé la zone tribale où ils se réfugient, il a été incapable de les mettre au pas. La semaine dernière, une mini république islamique dirigée par les talibans est née dans le district de la vallée de Swat avec la bénédiction du gouvernement pakistanais. Cette capitulation a fait pâler les occidentaux.

Est-ce le début de la fin, se sont-ils demandés? Personne n'ose répondre à cette question.

SÉRIE /// AFGHANISTAN

DEMAIN > Le sanctuaire taliban de la vallée de Swat

Reportage publicitaire

## Meubles Fraser se fait une beauté !



Meubles Fraser vient tout juste de terminer d'importants travaux de rénovation à son magasin de la rue Devonshire. Un spectaculaire mur de verre laisse maintenant entrevoir l'intérieur du magasin et les meubles exceptionnels qui s'y trouvent. Ce magnifique espace, qui comprend un escalier menant au deuxième étage du magasin, est aussi paré d'un splendide lustre contemporain.

Fondé en 1880, Meubles Fraser est devenu l'un des magasins de meubles les plus réputés au pays. Le nom de famille Fraser est aujourd'hui synonyme de qualité, de professionnalisme et de succès, grâce au dévouement et à l'innovation dont ont fait preuve ses trois présidents précédents ainsi que son président actuel, Ross I. Fraser, de la 4<sup>e</sup> génération des Fraser.

Meubles Fraser dispose d'une salle d'exposition de 80 000 pieds carrés qui présente une impressionnante sélection de meubles de qualité provenant de l'Angleterre, de l'Italie, du Portugal, de l'Espagne, de la France, de l'Amérique du Nord et de l'Asie.

On y retrouve, en exclusivité, plusieurs collections signées par des designers de renommée internationale comme Barbara Barry, Thomas Pheasant et Laura Kirar. Aussi, en exclusivité, les collections Martha Stewart Signature, Royal Manner: The English Country House de Paul Burrell (majordome de Lady Diana et valet de pied de la Reine Elizabeth II) ainsi que la collection Heritage, inspirée du National Museum of American History du Smithsonian Institute. Autant de meubles aux lignes classiques, tout simplement indémodables.

Meubles Fraser bonifie sans cesse sa collection pour répondre aux nouvelles exigences du marché. Ainsi, en 2003, la boutique Évolution voit le jour: un étage complet de la salle d'exposition, entièrement consacré à une sélection de meubles contemporains. Tout dernièrement, Meubles Fraser lançait sa collection transitionnelle Lifestyle, soit des meubles d'inspiration classique, dont les lignes évoluent pour mieux répondre aux exigences d'aujourd'hui. Détails classiques, références architecturales et finition irréprochable, découvrez un style polyvalent, qui s'harmonise autant à un décor classique que contemporain.

L'entreprise familiale dispose d'une équipe d'une douzaine de conseillers, dont plusieurs sont des designers diplômés. Ils peuvent ainsi prodiguer aux clients de nombreux conseils, tant quant au choix des meubles et des accessoires qu'à la décoration. Ce sont aussi ces conseillers qui assurent le service après-vente. Puisque la vaste majorité des meubles disponibles se trouve dans la salle d'exposition, chaque meuble nécessite une attention particulière. C'est pourquoi quatre ébénistes inspectent, préparent et retouchent chaque meuble avant la livraison.

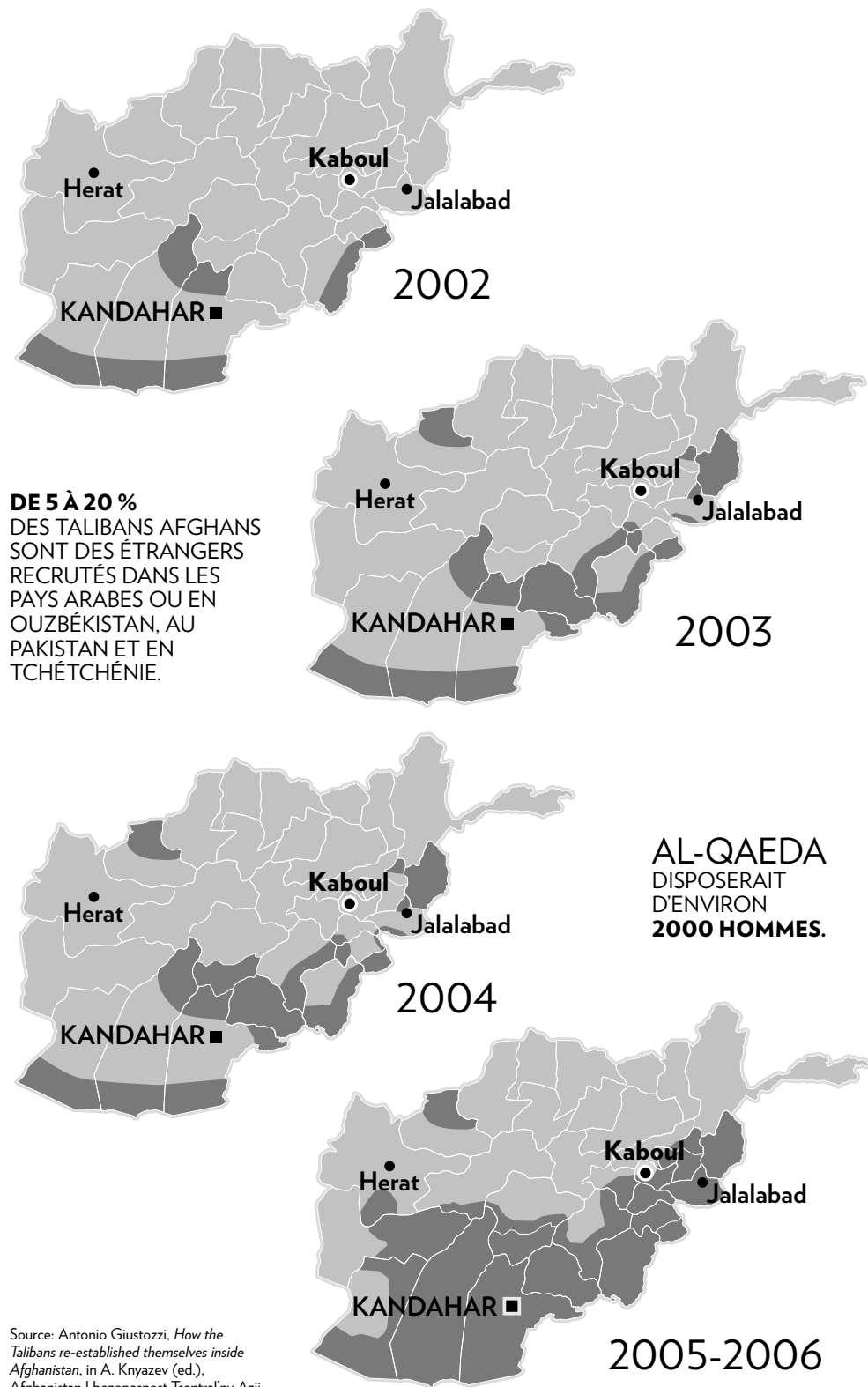


Collection Lifestyle

Une visite et vous comprendrez pourquoi leur signature est Meubles Fraser, des meubles sans pareil !

Meubles Fraser, 8300, rue Devonshire, Montréal (514) 342-0050.  
www.meublesfraser.com

## EXPANSION DES ZONES D'ACTION DES TALIBANS EN AFGHANISTAN, 2002-2006



Source: Antonio Giustozzi, *How the Taliban re-established themselves inside Afghanistan*, in A. Knyazev (ed.), *Afghanistan I bezopasnost Tsentral'ny Azii*, Moscou, 2007

NOMBRE DE NÉO-TALIBANS EN AFGHANISTAN EN 2006	17 000
NOMBRE DE NÉO-TALIBANS AU PAKISTAN EN 2006	40 000
NOMBRE DE SOLDATS DE LA FORCE INTERNATIONALE	70 000

L'AVANTAGE  **HYUNDAI**<sup>MC</sup> AU QUÉBEC, C'EST BRILLANT !

**0 \$ DE COMPTANT + 0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ + TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS**  
dans les mensualités.

**ELANTRA L 2009**  
L'AJUSTEMENT DE PRIX DE 3 850 \$ VOUS DONNE :

**NOUVEAU PRIX**  
**11 995 \$\*\***

**NOUVELLE OFFRE À LA LOCATION**  
**173 \$** OU

PAR MOIS, 60 MOIS<sup>†</sup>  
**0 \$ + 0 \$**  
DE COMPTANT DÉPÔT DE SÉCURITÉ

**NOUVELLE OFFRE À L'ACHAT**  
**204 \$**

PAR MOIS<sup>†</sup>  
**2,9 % FINANCEMENT**  
72 MOIS

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS



(MODÈLE ELANTRA GL SPORT 2009 MONTRÉ)\*

**ACCENT L 3 PORTES 2009**  
L'AJUSTEMENT DE PRIX DE 3 600 \$ VOUS DONNE :

**NOUVEAU PRIX**  
**9 995 \$\*\***

**NOUVELLE OFFRE À LA LOCATION**  
**163 \$** OU

PAR MOIS, 60 MOIS<sup>†</sup>  
**0 \$ + 0 \$**  
DE COMPTANT DÉPÔT DE SÉCURITÉ

**NOUVELLE OFFRE À L'ACHAT**  
**174 \$**

PAR MOIS<sup>†</sup>  
**2,9 % FINANCEMENT**  
72 MOIS

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS



(MODÈLE ACCENT GL 3 PORTES SPORT 2009 AUTOMATIQUE MONTRÉ)\*

**SONATA GL 2009**  
L'AJUSTEMENT DE PRIX DE 3 000 \$ VOUS DONNE :

**NOUVEAU PRIX**  
**18 995 \$\*\***

**NOUVELLE OFFRE À LA LOCATION**  
**295 \$** OU

PAR MOIS, 60 MOIS<sup>†</sup>  
**0 \$ + 0 \$**  
DE COMPTANT DÉPÔT DE SÉCURITÉ

**NOUVELLE OFFRE À L'ACHAT**  
**311 \$**

PAR MOIS<sup>†</sup>  
**2,9 % FINANCEMENT**  
72 MOIS

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS



(MODÈLE SONATA LIMITED 2009 MONTRÉ)\*

**LA NOUVELLE ELANTRA TOURING L 2009**

**PRIX à partir de**  
**14 995 \$**

**OFFRE À LA LOCATION**  
**199 \$** OU

PAR MOIS, 60 MOIS<sup>†</sup>  
**0 \$ + 0 \$**  
DE COMPTANT DÉPÔT DE SÉCURITÉ

**OFFRE À L'ACHAT**  
**249 \$**

PAR MOIS<sup>†</sup>  
**2,9 % FINANCEMENT**  
72 MOIS

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS



(MODÈLE ELANTRA TOURING GL 2009 MONTRÉ)\*

**GARANTIE 5 ANS**

5 ans / 100 000 km  
Garantie globale limitée\*\*  
Garantie complète de Hyundai sans franchise.

TAPIS PROTECTEURS ET PLEIN DE CARBURANT INCLUS POUR TOUS LES VÉHICULES HYUNDAI.

**PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLOMÉS**<sup>†††</sup>

 **HYUNDAI**<sup>MC</sup>

hyundaicanada.com

1716618

Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. et sont utilisés sous licence. \* Offres de location sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur les modèles neufs en stock : Elantra L 2009, transmission manuelle (prix de base : 15 945 \$) / Accent L 3 portes 2009, transmission manuelle (prix de base : 13 595 \$) / Sonata GL 2009, transmission manuelle (prix de base : 21 595 \$) / Elantra Touring 2009, transmission manuelle (prix de base : 14 995 \$) / Elantra Touring 2009, automatique (prix de base : 17 995 \$) / Sonata GL 2009, automatique (prix de base : 22 595 \$) / Elantra Touring 2009, automatique (prix de base : 17 995 \$) / Sonata Limited 2009, automatique (prix de base : 18 795 \$). Le concessionnaire peut devoir commander le véhicule. \*\* Le nouveau prix est calculé après déduction de l'ajustement de prix du véhicule annoncé. Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. †† La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces de véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien. ††† Certaines conditions peuvent s'appliquer pour le Programme de remise aux diplômés. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voir un concessionnaire pour tous les détails.

## SEPT-ÎLES ALLÉGATIONS DE CRIMES À LA SQ

Disparition d'armes à feu confiées par des citoyens

## Cinq policiers visés par une enquête

Ça ne tourne pas rond au poste de la Sûreté du Québec à Sept-Îles. Le directeur du poste, deux sous-officiers et deux agents font l'objet d'une enquête dans une affaire d'armes à feu. Un autre agent est accusé d'abus de confiance, de vol et de fraude. Et un lieutenant se dit victime de représailles: après avoir dénoncé le fonctionnement chaotique du poste, il a été accusé de menaces de mort contre son supérieur.



« C'est clair qu'il y avait des choses qui ne marchaient pas à Sept-Îles », a dit l'inspecteur Michel Martin, responsable des relations avec les médias à la Sûreté du Québec. Sur notre photo, une voiture de la SQ près de la communauté innue d'Uashat, à Sept-Îles.

EXCLUSIF

ANDRÉ NOËL

Suspendus depuis un an, cinq policiers du poste de la Sûreté du Québec de Sept-Îles, dont le directeur, font l'objet d'une enquête criminelle pour avoir présumément fait disparaître des armes à feu qui leur avaient été confiées par des citoyens, a appris *La Presse*.

Suivant les modalités de la loi, des citoyens qui ne voulaient pas enregistrer leurs armes les apportaient au poste pour s'en débarrasser. Les policiers suspendus sont soupçonnés de les avoir gardées avec eux ou de les avoir remises en circulation, plutôt que de les avoir envoyées à Montréal pour destruction.

Le directeur des postes de Sept-Îles et de Port-Cartier, le capitaine Renaud Ringuette, un

sous-officier et deux agents sont suspendus avec plein salaire depuis un an. Un autre sous-officier a été affecté à des tâches administratives.

« Cinq policiers de Sept-Îles font l'objet d'une enquête criminelle relativement à la Loi sur l'enregistrement des armes à feu, a dit l'inspecteur Michel Martin, responsable des relations avec les médias à la SQ. L'été dernier, leur dossier a été soumis à un substitut du procureur, qui doit décider si des accusations seront portées. Le substitut a demandé un complément d'enquête. »

M. Martin a refusé de confirmer les noms des policiers suspendus que *La Presse* a obtenus. Joint chez lui hier, le capitaine Renaud Ringuette a admis qu'il était suspendu. Est-il possible que des armes aient été revendues, par exemple dans des communautés autochtones de la Côte-Nord? lui a-t-on demandé.

« Je ne suis pas disposé à faire de commentaires, mais cette information est fautive », a-t-il dit.

Tout ne tourne pas rond dans le poste de Sept-Îles, qui compte une quarantaine d'agents. Un sixième policier, Jacquelin Beaudin, est suspendu avec demi-salaire depuis trois ans, a indiqué l'inspecteur Michel Martin. Des accusations de fraude, de vol et d'abus

### Des accusations de fraude, de vol et d'abus de confiance ont été portées contre un sixième agent.

de confiance ont été portées contre lui: la date de son procès devrait être fixée vendredi. Selon la plainte, M. Beaudin aurait empoché une partie des amendes versées par des citoyens à la

suite de constats d'infraction, par exemple pour excès de vitesse.

Après avoir arrêté des citoyens qui avaient accumulé des constats d'infraction, et qui pouvaient devoir quelques centaines de dollars, le policier aurait collecté l'argent mais, selon la plainte, il le gardait régulièrement pour lui. Son procès se déroulera à Québec.

Un septième policier du poste de Sept-Îles, le lieutenant Raymond Neveu, est lui aussi suspendu avec demi-salaire depuis mai dernier, a indiqué l'inspecteur Michel Martin. Il est accusé d'avoir proféré des menaces de mort ou de lésions corporelles à l'endroit d'un supérieur hiérarchique.

Le 6 avril, il connaîtra la date de son procès, qui se tiendra devant juge et jury, à Sept-Îles.

Son avocat, M<sup>e</sup> Michel Savard, est convaincu que les accusations contre son client ne tiendront pas la route. Selon lui, tout porte à

croire que M. Neveu est victime de représailles parce que, justement, il a dénoncé le fonctionnement chaotique du poste de la SQ à Sept-Îles depuis 2005 (voir autre texte).

L'inspecteur Michel Martin, responsable des relations avec les médias, n'a voulu commenter aucune des enquêtes en cours. « C'est clair qu'il y avait des choses qui ne marchaient pas à Sept-Îles, a-t-il dit. Mais il est important de rassurer la population. La Sûreté, au moment où elle a été informée que quelque chose ne fonctionnait pas, a déclenché des enquêtes. Aussitôt qu'une règle n'est pas respectée, ce n'est pas toléré. »

Le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, n'a pas voulu faire de commentaires, hier, sur les problèmes qui affligent le poste de la SQ à Sept-Îles. Quant au maire de la ville, Ghyslain Lévesque, il n'a pas répondu à nos appels.

Lieutenant accusé de menaces contre son supérieur

## Un dénonciateur se dit victime d'une vendetta

ANDRÉ NOËL

Le lieutenant Raymond Neveu, accusé de menaces de mort ou de lésions corporelles à l'endroit de son supérieur, se dit victime d'une vendetta par la direction de la Sûreté du Québec. Il croit que son procès va mettre en lumière le fait que la culture de la SQ n'a pas changé depuis l'enquête de la commission Poitras, en 1999.

Le juge Lawrence Poitras avait fortement réprouvé l'omerta qui régnait dans ce corps de police lorsque survenaient des accrocs au Code criminel et aux règlements internes. Depuis, la loi oblige les policiers à dénoncer ces accrocs, mais ceux qui le font risquent encore d'en payer les conséquences, dit M. Neveu.

« C'est exactement ce qui m'est arrivé », affirme le lieutenant, qui a plus de 20 ans d'ancienneté dans la SQ. Lors de son enquête préliminaire, le juge Michel Parent a émis une ordonnance de non-publication pour tout ce qui concerne la preuve soumise à la cour. Nous ne pouvons donc pas révéler les détails du dossier.

Cependant, M. Neveu accuse ouvertement la SQ d'avoir voulu étouffer les agissements présumés qui sévissaient au poste de Sept-Îles et d'avoir cherché à le faire taire, lui, parce qu'il les dénonçait. « En 2003, un rapport de vérification interne avait dressé

un bilan très négatif sur le poste de Sept-Îles, a-t-il dit à *La Presse*. J'ai été envoyé là-bas en 2004, comme adjoint au directeur du poste. J'avais entre autres le mandat de contribuer à remettre les choses en ordre.

« Je n'ai jamais pu obtenir le rapport de vérification. On me mettait des bâtons dans les roues. Je n'ai même pas réussi à avoir les clés de la salle d'exhibits, où sont conservées les pièces à conviction. J'ai

### « J'ai constaté plusieurs autres irrégularités. J'en ai fait part dans un rapport (...) en septembre 2005. C'est là que les problèmes ont commencé pour moi. »

pu y entrer seulement deux fois, dont une fois pour y chercher des enveloppes de drogue qui devaient être présentées au tribunal. On n'a jamais trouvé ces enveloppes. Tout traînait partout dans cette salle, y compris les armes à feu.

« J'ai constaté plusieurs autres irrégularités. J'en ai fait part dans un rapport, que j'ai envoyé à la direction de la SQ en septembre 2005. C'est là que les problèmes ont commencé pour moi. Le climat

de travail est devenu insoutenable. On m'a même laissé conduire une voiture, en sachant qu'elle était remise, avec des freins défaillants. J'aurais pu me tuer. J'ai demandé un transfert dans une autre ville, mais on me l'a refusé. »

Le lieutenant Neveu a été arrêté en mai dernier au volant de sa voiture et accusé d'avoir proféré des menaces de mort ou de lésions corporelles. Il a passé une nuit en prison. Sa femme raconte qu'un agent s'est mis à pleurer quand il s'est présenté à la résidence de M. Neveu pour réclamer ses armes à feu personnelles. « Il savait que l'arrestation était injuste, mais il était obligé d'obéir aux ordres », nous a-t-elle dit. Elle ajoute qu'un jour, en décrochant le téléphone chez elle, elle a entendu des conversations qui se tenaient au poste. « On était sous écoute », dit-elle.

À la même période, des citoyens ont informé la SQ qu'ils avaient apporté leurs armes au poste, mais que celles-ci n'avaient manifestement pas été détruites, puisqu'on leur demandait encore de les enregistrer. Une plainte officielle a été déposée par l'un d'eux. Selon M. Neveu, un des policiers faisant l'objet d'une enquête avait créé un site internet pour inviter des citoyens à communiquer avec lui personnellement s'ils voulaient se débarrasser de leur arme.



Le lieutenant Raymond Neveu affirme qu'il a été arrêté et faussement accusé de menaces de mort contre son supérieur hiérarchique après avoir dénoncé des pratiques irrégulières dans le poste de la Sûreté du Québec à Sept-Îles.

Nouvelle escouade contre les gangs de rue dans la couronne nord

# Une vingtaine d'armes à feu saisies en 2008

CAROLINE TOUZIN

À sa première année d'existence, la nouvelle escouade régionale mixte destinée à lutter contre les gangs de rue dans la couronne de Montréal a saisi une vingtaine d'armes à feu reliées aux gangs sur son territoire, a appris *La Presse*.

Cette escouade a d'ailleurs arrêté, en fin de semaine dernière, Romuald Crevecoeur, un résident de Laval soupçonné d'être lié aux gangs de rue. L'homme de 28 ans a comparu, hier, au palais de justice de Laval, sous 10 chefs d'accusation reliés au port d'arme

à feu prohibée et à la possession de drogues en vue d'en faire le trafic.

Romuald Crevecoeur a des antécédents en ces matières. Il était sous le coup d'une interdiction de posséder une arme lorsque les policiers l'ont intercepté au volant de sa voiture, vendredi soir, à Montréal. Il portait à la taille une arme de poing chargée, prohibée. Il n'a toutefois pas résisté à son arrestation. Une perquisition a ensuite été menée chez lui à Laval où les policiers ont trouvé 18 onces de cocaïne, quatre onces de marijuana, un gilet pare-balles, des milliers de

dollars en argent comptant et des munitions.

Le phénomène des gangs de rue à Laval et dans les villes environnantes de la couronne nord a évolué ces dernières années. Il ne s'agit plus seulement d'adolescents qui s'identifient au modèle des deux gangs ennemis des Bleus et des Rouges. Ces adolescents ont vieilli et font aujourd'hui de la fraude, du proxénétisme et du trafic de stupéfiants. Et ils possèdent des armes à feu, selon un bilan provisoire des saisies faites par la nouvelle escouade régionale mixte en 2008.

Des «vétérans» des gangs de rue de Montréal ont aussi migré vers la couronne nord. «Ces derniers mois, on voit beaucoup de gars de gangs de rue de Montréal déménager sur la rive-nord.

Lors de la récente opération Axe – la plus grosse enquête policière visant les gangs de rue jamais réalisée par la police de Montréal – un pilier du gang de rue des Bleus a été arrêté chez lui dans un quartier résidentiel de Terrebonne. Il s'agit d'Emmanuel «Mano» Zéphir, soupçonné de faire du trafic de stupéfiants avec le gang des Syndicate, groupe lié aux Hells Angels.

Laval avait été le théâtre d'une série de fusillades à l'été 2007, pas moins de 18 en quelques mois. La population s'était inquiétée. L'été dernier, la présence policière a été renforcée dans les «endroits chauds» de la ville. Résultat: il n'y a eu qu'une seule fusillade pour la même période.

L'Escouade régionale mixte gangs de rue de la couronne nord a été fondée en novembre 2007. Elle regroupe une dizaine d'enquêteurs et est composée des services de police de Terrebonne, Repentigny, Saint-Jérôme, Thérèse-De Blainville, Laval et de la Sûreté du Québec.

## Interurbains illimités entre abonnés (et tous les autres)



TÉLÉPHONIE RÉSIDENTIELLE + INTERURBAINS ILLIMITÉS

MAINTENANT **14 95\$/MOIS** avec un Forfait de Bell<sup>1</sup> (autres frais en sus<sup>2</sup>)

Contrairement à certaines offres du câble<sup>3</sup>, les interurbains avec Bell sont illimités, que vous fassiez des appels entre abonnés ou non<sup>4</sup>. Optez pour notre service téléphonique résidentiel et appelez qui vous voulez, quand vous voulez partout au Québec, peu importe leur compagnie de téléphone. Sans restriction.

1 866 933-6233 • bell.ca/interurbains • Visitez un magasin Bell

Offert dans les magasins Bell suivants:

- ANJOU  
Les Galeries d'Anjou
- BELOEIL  
Mail Montenach
- BLAINVILLE  
Les Galeries de Blainville
- BOISBRIAND  
Faubourg Boisbriand
- BOUCHERVILLE  
1052, rue Lionel-Daunais
- BROSSARD  
Mail Champlain  
Quartier DIX30
- CHAMBLY  
909, boul. De Périgny
- CHÂTEAUGUAY  
Centre Régional Châteauguay
- COATICOOK  
Place J.R. Lefebvre
- COWANSVILLE  
Domaine du Parc
- DELSON  
5, route 132
- DOLLARD-DES-ORMEAUX  
3352, boul. des Sources  
3899, boul. St-Jean
- DORION-VAUDREUIL  
84, boul. Harwood
- DORVAL  
Les Jardins Dorval
- DRUMMONDVILLE  
2255, boul. St-Joseph  
Promenades Drummondville
- GATINEAU  
1065, boul. de la Carrière  
Promenades de l'Outaouais
- GRANBY  
Galeries de Granby
- HULL  
Galeries de Hull
- JOLIETTE  
127, boul. St-Charles-Borromée Nord  
Les Galeries Joliette
- LACHINE  
2409, 46<sup>e</sup> Avenue
- LAFONTAINE  
2121, boul. Labelle
- LASALLE  
7567, boul. Newman  
Carrefour Angrignon
- LAVAL  
1655, boul. St-Martin Ouest  
5330, boul. des Laurentides  
Carrefour Laval  
Carrefour Laval – kiosque  
Centre commercial Duvernay – kiosque  
Centre Laval  
Mégacentre Ste-Dorothée  
Mégacentre Vimont Laval
- LONGUEUIL  
666, Place Trans-Canada  
2771, Jacques-Cartier Est  
Place Longueuil
- MAGOG  
Galeries Orford
- MONTRÉAL  
832, rue Ste-Catherine Ouest  
4696, rue Ste-Catherine Ouest  
4399, rue St-Denis  
6855, rue St-Jacques Ouest  
8900, rue Lajeunesse  
9280, boul. de l'Acadie  
Boul. Décarie (angle Jean-Talon)  
Carrefour Industrielle Alliance  
Centre Eaton – kiosque  
Centre Rockland  
Faubourg Ste-Catherine  
Place Alexis-Nihon  
Place Dupuis  
Place Versailles  
Plaza Côte-des-Neiges  
Promenades Cathédrale – kiosque  
Tour Jean-Talon (rez-de-chaussée)
- MONTRÉAL-NORD  
Place Bourassa
- MONT-TREMBLANT  
517, rue de St-Jovite
- PINCOURT  
Faubourg de l'île – kiosque
- POINTE-AUX-TREMBLES  
12530, rue Sherbrooke Est
- POINTE-CLAIRE  
Centre Fairview
- REPENTIGNY  
309, rue Notre-Dame  
Les Galeries Rive-Nord
- ROSEMÈRE  
232, boul. Curé-Labelle  
Place Rosemère
- SALABERRY-DE-VALLEYFIELD  
Centre commercial Valleyfield
- SHAWINIGAN  
Plaza de la Mauricie
- SHERBROOKE  
2700, rue King Ouest  
4505, boul. Industriel  
Carrefour de l'Estrie  
Place Belvédère
- SOREL  
Les Promenades de Sorel
- ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE  
Les Promenades St-Bruno
- STE-AGATHE-DES-MONTS  
80A, boul. Monn
- ST-EUSTACHE  
66, rue Dubois  
Place St-Eustache
- ST-HUBERT  
3879, boul. Taschereau  
5190, boul. Cousineau
- ST-HYACINTHE  
Galeries St-Hyacinthe
- ST-JEAN-SUR-LE-RICHELIEU  
391, boul. du Séminaire Nord  
Carrefour Richelieu
- ST-JÉRÔME  
Le Carrefour du Nord
- ST-LAURENT  
4232, rue Seré  
La Place Veru
- ST-LÉONARD  
4524, rue Jean-Talon Est  
6050, boul. Métropolitain Est
- ST-SAUVEUR-DES-MONTS  
153, rue Principale
- TERREBONNE  
1729, chemin Gascon  
Galeries Terrebonne
- TROIS-RIVIÈRES  
5691, boul. Jean-XXIII  
Centre Les Rivières
- VICTORIAVILLE  
567, boul. des Bois-Francis Sud  
La Grande Place des Bois-Francis

la vie est **Bell**

L'offre prend fin le 15 mai 2009. Offert aux clients résidentiels du Québec là où la technologie le permet. Disponible là où non réglementé par le CRTC. Préavis de 30 jours requis afin d'annuler le service. Modifiable sans préavis. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1) Offerts aux clients qui s'abonnent au Forfait avec l'ensemble Téléphonie résidentielle de départ, le plan interurbain provincial illimité, et un autre service sélectionné; voir bell.ca/forfaitdebell. Tarif mensuel de 19,95\$ (sujet à changement), moins le rabais du Forfait de 5\$. (2) Touch-Tone (2,20\$/mois), 9-1-1 (19¢/mois, plus 47¢/mois dans certaines régions) et frais de réseau (5,95\$/mois) en sus. Des frais de service peuvent s'appliquer; voir bell.ca/fraispourzonesdeservice. Des frais d'activation uniques (jusqu'à 55\$ par ligne) s'appliquent aux nouveaux clients ou à ceux qui déménagent. Des frais uniques (20\$) s'appliquent aux clients qui passent à un service inférieur. (3) Comparé à la ligne résidentielle de base de Vidéotron. (4) S'applique aux appels automatiques directs sortants provenant et se terminant à l'intérieur de votre province, à l'exclusion des appels sans frais. Sujet aux limites d'utilisation des modalités de service; détails sur bell.ca/MSNR.

## ACTUALITÉS

Projet de règlement municipal sur les poêles à bois

## Des consultations publiques auront lieu

CATHERINE HANDFIELD

Le projet de règlement municipal sur les poêles à bois fera l'objet de consultations publiques le mois prochain. D'ici là, l'industrie du chauffage a mis les gens en garde hier contre les effets pervers relatifs à la réglementation.

Les citoyens et les organismes seront invités à donner leur point de vue sur le projet de règlement concernant le chauffage à bois les 24 et 25 mars prochain.

Conformément à la loi, une assemblée publique se tiendra le 19 mars pour expliquer les détails du projet aux citoyens.

La Ville a tenu à rappeler que le règlement, qui vise à interdire l'installation de poêles et foyers dans les maisons neuves et pendant des travaux de rénovation, n'avait pas encore été adopté.

Le projet a été déposé en avis de motion au conseil municipal, hier soir.

« On va écouter tout le monde, et on va prendre le temps de voir toutes les présentations », a déclaré Alan DeSousa, membre du comité exécutif de la Ville de Montréal responsable du développement durable.

## L'industrie proteste

La Ville de Montréal a choisi de dévoiler les dates des audien-

« Le projet ne réglerait en rien le problème de smog. Au contraire, les Montréalais conserveraient plus longtemps des poêles polluants plutôt que de recourir à des appareils propres et efficaces. »

ces publiques pour répondre à l'industrie du chauffage, qui a convoqué les médias hier matin pour s'opposer publiquement au projet de règlement.

« Le projet ne réglerait en rien le problème de smog, a déclaré

Pierre Catellier, vice-président de l'Association des professionnels du chauffage. Au contraire, les Montréalais conserveraient plus longtemps des poêles polluants plutôt que de recourir à des appareils propres et efficaces. »

Son regroupement estime que la Ville devrait plutôt obliger les citoyens à se procurer des appareils respectant la norme de l'Agence de protection environ-

nementale des États-Unis. Les foyers conformes à cette certification rejettent 10 fois moins de particules fines que les vieux poêles, a fait valoir M. Catellier.

Pour prouver ses dires, l'Association des professionnels du

chauffage a fait fonctionner une dizaine de poêles à bois « non polluants » devant l'hôtel de ville, dans le Vieux-Montréal.

## Les environnementalistes réagissent

Les groupes environnementalistes n'ont pas tardé à réagir à cette sortie publique.

Une douzaine d'organismes ont remis une déclaration en

faveur de l'interdiction du chauffage au bois au comité exécutif de la Ville, hier soir.

« L'industrie va protester, et je les comprends. Pour eux, c'est une question d'argent. Mais pour nous, c'est une ques-

tion de santé », a lancé Louis P. Brisson, président-directeur général de l'Association pulmonaire du Québec.

Le Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal) estime que la Ville doit également resserrer son contrôle sur les foyers déjà existants.

Alan DeSousa, du comité exécutif, a précisé que des démarches sont en cours avec le gouvernement du Québec en vue d'instaurer un programme de remplacement des poêles à bois existants.

« Il est important de rappeler que le chauffage à bois résidentiel est responsable de 47 % des

émissions de particules fines qui contribuent à la formation de smog hivernal », a dit Alan DeSousa, rappelant que 1540 Montréalais par année mourraient prématurément en raison de la pollution atmosphérique.

## EN BREF

## 75 emplois perdus dans l'acier

Le producteur d'acier Métaux Russel mettra à la porte 500 de ses employés, dont 75 au Québec, en raison de la réduction de la demande mondiale d'acier. Il s'agit d'une réduction d'environ 17 % de sa main-d'œuvre en Amérique du Nord, qui passera de 3000 à 2500 personnes. Selon Marion Britton, vice-présidente de l'entreprise, « 90 % de ces mises à pied ont déjà été effectuées depuis l'été dernier. Il est toutefois possible que nous devions faire des mises à pied additionnelles dans nos usines les plus importantes au Québec. » Les mises à pied seront terminées d'ici la fin du mois de mars et permettront à l'entreprise, qui exploite 11 aciéries au Québec, d'épargner 25 millions de dollars par année. En 2008, Métaux Russel a enregistré des profits de 228,5 millions. Pour faire face à la réduction de la demande mondiale d'acier, Métaux Russel réduira aussi les salaires de ses dirigeants de 10 % et le dividende versé à ses actionnaires de 50 %. Certains employés verront leur semaine de travail réduite. Hier, le titre de Métaux Russell a perdu 10,5 % de sa valeur à la Bourse de Toronto.

— Vincent Brousseau-Pouliot

## TGV : les études sont commencées

Les études sur le train à grande vitesse (TGV) entre Québec et Windsor viennent de commencer. Hier, les gouvernements du Québec, de l'Ontario et du Canada ont annoncé le consortium qui effectuera les études sur le TGV Québec-Windsor. Le consortium ayant remporté l'appel d'offres se nomme EcoTrain. Il est composé de cinq entreprises, dont la firme d'ingénierie québécoise Dessau et le cabinet comptable québécois KPMG. La firme d'ingénierie ontarienne MMM Group ainsi que les firmes internationales de consultation Wilbur Smith & Associates (États-Unis) et Deutsche Bahn International (Allemagne) complètent le consortium. « Le contrat a été signé la semaine dernière et les études ont déjà commencé », dit Sylvain Leclerc, attaché de presse de la ministre québécoise des Transports Julie Boulet. Les études coûteront 3 millions de dollars, une somme que les trois gouvernements se partageront également.

— Vincent Brousseau-Pouliot

POUR ÉPARGNER,  
VOUS ÊTES  
À LA BONNE PLACE.

## LE NOM LE DIT. ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC.

Découvrez nos produits d'épargne et de retraite:

- Obligations à taux progressif • Obligations à taux fixe • Obligations à escompte • Obligations Sécuri+ • Obligations boursières
- Obligations d'épargne • Épargne Flexi-Plus • Plan Épargne Périodique par prélèvements

BONI  
DE  
1%

la première année  
pour les nouveaux  
fonds REER

- + Capital garanti à 100 % par le gouvernement du Québec.
- + Aucuns frais de gestion et d'administration.

ÉPARGNE  
PLACEMENTS  
QUÉBEC

VOTRE  
REER  
GARANTI  
À 100 %

1 800 463-5229 | [www.epq.gouv.qc.ca](http://www.epq.gouv.qc.ca)

Épargne  
Placements  
Québec



MAKE-A-WISH  
Fais-Un-Vœu

Joignez-vous à nous pour une expédition extraordinaire, l'ascension jusqu'au camp de base du Mont Everest, afin de recueillir des fonds pour exaucer des vœux d'enfants atteints d'une maladie qui menace leur vie.

La Fondation Fais-Un-Vœu Québec a l'honneur de vous inviter à une passionnante présentation de François Langlois, 3<sup>ème</sup> Québécois à atteindre le sommet du Mont Everest.

le mardi 24 février 19h à 20h  
Juste pour événements,  
2142, rue Mackay, Montréal

François prendra la tête d'un groupe de 30 grimpeurs pendant cette grandiose aventure qui aura lieu en mai 2009.

Contactez-nous au 514-488-9474 ou visitez  
[www.makeawish.ca/french/chapter/quebec/news/read/1006](http://www.makeawish.ca/french/chapter/quebec/news/read/1006)



# La gastronomie dans la rue ?



**MARIE-CLAUDE LORTIE**  
ITINÉRAIRE D'UNE GOURMANDE

**M**on fils, qui est en congé cette semaine, m'a demandé hier matin si j'avais prévu des activités pour lui. Cinéma? Patin? Biodôme?

« Pas du tout, lui ai-je répondu, aujourd'hui, je t'emmène avec moi au festival Montréal en lumière. On va aller glisser et manger. »

C'est ainsi que nous sommes partis, tous les deux, pleins de bonne volonté et d'appétit, à la recherche d'activités gourmandes et ludiques dans la ville.

Premier arrêt: le Vieux-Port, la base des activités extérieures du festival.

Première constatation: tout est fermé, clos, placardé. Pas une âme qui vive.

Un peu déçus mais pas encore découragés, nous bifurquons vers la place Jacques-Cartier où est installée une immense glissoire de glace.

Re-désillusion: elle est là, elle est belle, mais elle est... fermée. Comme tout le reste.

Je ne m'attendais pas à ce que le bistro de la SAQ soit ouvert un lundi matin ou qu'il y ait des dégustations d'huîtres sur la glace, dans la rue. Mais de là à

trouver le désert blanc... Même le kiosque Le Lait est barricadé.

Apparemment, j'aurais dû regarder le programme où j'aurais constaté que toutes les activités familiales extérieures ne sont ouvertes que le week-end et qu'à partir de midi.

Gelés par les rafales de vent enneigées qui transperçaient les rues pavées, nous rebroussons donc chemin, pour aboutir, sur le boulevard Saint-Laurent, chez Prato, un des participants du programme les Midis du festival à 12,95\$ par personne.

Ça tombe bien parce que j'adore Prato, qui fait une des meilleures pizzas en ville, dans son immense four à bois. Mais une fois arrivé là, re-consternation. Rien n'indique quoi que ce soit de spécial lié au festival à part une affiche dans l'entrée. Bref, le buzz est à zéro.

« Maman, elle est où la fête? », me demande mon petit, en dévorant sa salade César, tandis que je mords dans ma pizza aux asperges du menu festivalier.

La fête? La fête, on se l'est faite nous-mêmes, tous les deux, en allant ensuite à la Maison du macaron, rue De La Roche. Après tout, c'est

Paris le thème du festival cette année et quoi de plus parisien que des macarons à l'orange ou au caramel.

Autant la partie du festival qui consiste à jumeler chefs étrangers et chefs locaux est un succès et produit des résultats hyper-intéressants – d'ailleurs, bien des restaurants participants affichent complet et depuis un moment – autant la partie conviviale du volet gourmand est décevante et aurait sérieusement besoin d'un coup de pouce si le festival tient à aller chercher un public à l'extérieur d'un certain cercle de gastronomes avisés.

Le Festival de jazz et les FrancoFolies seraient-ils devenus ce qu'ils sont si les spectacles étaient tous payants et en salle?

Non. La chimie du festival passe par les activités de rue.

J'ai parlé du problème hier avec Germaine Salois, directrice du volet gourmand de Montréal en lumière et elle m'a dit qu'elle en était tout à fait consciente et qu'elle cherchait à le régler.

Toutefois, cela demande de généreux investissements en argent et en participation directe des restaurateurs. Bref, si on veut voir le festival descendre dans la rue, il faut que tous ceux qui ont ce projet à coeur cherchent idées et solutions.

Alors voilà. Je lance quelques suggestions. Utopiques? Pas tant que ça, non?

1. Déterminer une zone festi-

pour assurer un achalandage durant toute la semaine, elle devrait être près d'un endroit très fréquenté, notamment par les travailleurs le midi, donc en plein centre-ville. Le Festival de jazz et les FrancoFolies accaparent de nombreux carrefours, pourquoi pas Montréal en lumière?

2. Suggérer à des gens comme Geneviève Grandbois, Chloé Gervais-Frêchette (des Chocolats de Chloé) ou Martin Cabanes des pâtisseries de Gascogne ou tout autre amoureux du vrai bon chocolat chaud, de se partir un bar à chocolat chaud de qualité pour ce festival qui est supposé célébrer l'hiver. L'idéal serait même une cantine roulante qui permette de déplacer la vente de chocolat chaud selon les activités du festival, quitte à l'installer au milieu de la rue Sainte-Catherine afin de créer un « buzz » festival. (Il pourrait y avoir une expérience semblable avec le café.)

3. Lancer un concours de soupe. La soupe, on peut en manger dehors, en hiver, cela fait partie de nos moeurs hivernales de leur demander de nous réchauffer. Et généralement, ça ne coûte pas trop cher. Alors pourquoi ne pas la célébrer, en lançant une compétition de soupes, à l'extérieur, où seraient invités des chefs de toutes les cultures? De la soupe aux pois québécoise aux potages légumiers français, en passant par la laksa indonésienne, la pho vietnamienne, le ramen japonais, le bortsch russe, la minestrone italienne... Il me semble qu'on pourrait avoir pas mal de plaisir

avec une telle activité, qui pourrait se dérouler tous les midis du festival, dehors.

4. Demander à la Ville de Montréal, en projet pilote, de laisser tomber son interdiction de cuisine de rue durant le festival et lancer un appel à ceux qui seraient intéressés à transformer la ville en marché ouvert nordique et gastronomique durant une dizaine de jours. Un peu comme les « ventes de trottoir », mais avec un accent culinaire. On serait probablement éblouis de voir les cafés et les restaurants sortir chaises, tables, chaufferettes et couvertures à la scandinave, pour servir des plats et des boissons chaudes, à l'extérieur, en plein mois de février. Imaginez si votre bar préféré sortait des fauteuils et de grosses couvertures pour servir des cafés irlandais ou du vin chaud ou des chocolats chauds fortifiés, sous les flocons ou le soleil éclatant de février?

Là on aurait un vrai festival.

**COUP DE COEUR:** Pour les dumplings farcis à la soupe de Noodle Factory et le chocolat chaud de la Gascogne, le genre de choses qu'on aurait envie de savourer, dans la rue, dans le cadre d'une grande fête gourmande hivernale.

**RECOMMANDATION:** Anthony Boucher et Alison Johnson à La Porte, du 25 au 28 février, 60\$ par personne. (514-282-4996 pour réserver)

## FAUBOURG CONTRECOEUR

# Catania réclame 7 millions à la SHDM

CATHERINE HANDFIELD

Construction Frank Catania réclame 7 millions supplémentaires à la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) pour des dépenses imprévues lors de la construction du Faubourg Contrecoeur. L'opposition officielle demande à l'administration Tremblay de refuser toute autre demande financière liée au projet.

Le comité exécutif de la Ville de Montréal a confirmé hier que Construction Frank Catania s'est adressée à la SHDM au cours des dernières semaines. L'entreprise demande près de 7 millions à la SHDM pour « compenser » des travaux effectués sur l'emprise des rues lors de la construction du Faubourg Contrecoeur, un vaste projet immobilier dans l'est de Montréal.

« La SHDM a transmis la demande à la Ville et des discussions sont en cours, a indiqué Bernard Larin, responsable des relations médias à l'exécutif de la Ville de Montréal. Il s'agit encore de discussions, et rien n'est réglé. »

L'opposition a révélé l'existence de cette nouvelle réclamation hier soir lors de la réunion du conseil municipal. Anie Samson, mairesse de Villers-Saint-Michel-Parc-Extension et leader adjointe de l'opposition, a demandé au maire de refuser la requête de Construction Frank Catania.

« (...) Dans ce dossier où les Montréalais et les Québécoises ont déjà beaucoup payé – on parle déjà de 15 millions de dollars – est-ce que le maire de Montréal va s'engager à payer ce nouveau 7 millions de dollars, ou va-t-il s'engager à mettre fin à ces dépenses énormes? » a demandé M<sup>me</sup> Samson.

M<sup>me</sup> Samson a également révélé que l'administration Tremblay a mis en place en décembre un comité conjoint entre la Ville et la SHDM pour gérer le dossier Contrecoeur.

Le président du comité exécutif de la Ville, Claude Dauphin, a répondu que l'administration Tremblay allait « tout faire pour s'assurer de préserver non seulement l'intégrité de ce que l'on veut pour l'ensemble des Montréalais, mais on réaffirme ce soir qu'on va tout faire pour que tout soit fait dans les règles, que ce soit conforme ».



## AU SOMMET PAR TOUS LES TEMPS

### Subaru : la seule façon de profiter intégralement de l'hiver

Comment préférez-vous votre hiver, avec ou sans glace ? Hélas, vous n'avez pas le choix. La vraie solution, c'est d'opter pour la traction intégrale symétrique à prise constante de Subaru et le système de contrôle de la dynamique du véhicule, de série sur tout véhicule Subaru. Voilà comment briser la glace et redécouvrir l'hiver.

- Système de traction intégrale symétrique à prise constante Subaru
- Moteur BOXER SUBARU de haute performance
- Système de contrôle de la dynamique du véhicule
- Climatiseur avec système de filtration d'air
- Freins ABS à quatre capteurs et circuits
- Nombreuses caractéristiques primées de sécurité
- Coussins gonflables frontaux et latéraux à l'avant
- Et plus encore...

**IMPREZA**  
2.5i 2009  
5 PORTES

**LOCATION**  
**259\$\***/MOIS  
Taxes en sus



**OU PDSF 21 895\$\*\***  
À l'achat au comptant  
Transport et préparation en sus

**LEGACY PZEV**  
BERLINE 2009

**LOCATION**  
**329\$<sup>Δ</sup>**/MOIS  
Taxes en sus



**OU PDSF 26 995\$\*\***  
À l'achat au comptant  
Transport et préparation en sus

**FORESTER**  
2.5X 2009

**LOCATION**  
**349\$<sup>◊</sup>**/MOIS  
Taxes en sus



**OU PDSF 25 795\$\*\***  
À l'achat au comptant  
Transport et préparation en sus



ASSOCIATION  
DES JOURNALISTES  
AUTOMOBILE  
DU CANADA

FORESTER: MEILLEUR VUS/VUM  
(DE MOINS DE 35 000 \$)

Meilleur choix sécurité<sup>†</sup>  
**INSURANCE INSTITUTE  
FOR HIGHWAY SAFETY**

Cote de résistance aux impacts **5 étoiles<sup>††</sup>**



Programme d'évaluation des nouveaux véhicules de la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA)

L'impeccable ingénierie japonaise [www.quebec.concessionsubaru.ca](http://www.quebec.concessionsubaru.ca)

CONCEPT AUTOMOBILES  
GRANBY

JOHN SCOTTI SUBARU  
ANJOU

SUBARU AUTO CENTRE  
MONTRÉAL

SUBARU DE LAVAL  
ADM AUTOMOBILES

SUBARU RIVE-SUD  
GREENFIELD PARK

SUBARU SAINTE-AGATHE  
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS

SUBARU SAINT-HYACINTHE  
SAINT-HYACINTHE

SUBARU REPENTIGNY  
REPENTIGNY

SUBARU DES SOURCES  
DOLLARD-DES-ORMEAUX

SUBARU SAINT-JÉRÔME  
SAINT-JÉRÔME

CARREFOUR SUBARU AUTO  
SAINTE-ROSE, LAVAL

JOLIETTE SUBARU  
JOLIETTE

LACHUTE SUBARU  
BROWNSBURG

Traction intégrale



**SUBARU**

\* Mention « Meilleur choix sécurité » pour la Impreza, la Legacy et la Forester 2009. Une cote « Bonne » constitue la meilleure cote possible dans les essais de collision frontale déportée à 40 mph, de collision latérale à 31 mph et de collision arrière à 20 mph réalisés par l'Institut des assureurs américains (IIAS) ([www.iihs.org](http://www.iihs.org)). Un véhicule doit avoir obtenu la cote « Bonne » aux trois essais de collision frontale déportée à 40 mph, de collision latérale à 31 mph et de collision arrière à 20 mph pour être éligible à ce classement. Les essais de collision frontale et de collision latérale sont effectués sur un véhicule équipé avec des sièges avant et arrière de collision latérale. \*\* Pour le modèle Impreza 2.5i 2009 5 portes (931 GBP) 5 vitesses, transmission manuelle - Paiements mensuels de 299 \$ (taxes en sus) de dépôt de sécurité. Comptant 17 283,30 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 2 260,09 \$ (taxes incluses). Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 24 000 km par année, 10 c de km excédentaire. Transport et préparation inclus. Δ Pour le modèle Legacy PZEV berline 2009 (9A PZEV) 5 vitesses, transmission manuelle - Paiements mensuels de 329 \$ (taxes en sus) de dépôt de sécurité. Comptant 17 283,30 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 2 260,09 \$ (taxes incluses). Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 24 000 km par année, 10 c de km excédentaire. Transport et préparation inclus. ◊ Pour le modèle Forester 2.5X 2009 (9J1XO) 5 vitesses, transmission manuelle - Paiements mensuels de 349 \$ (taxes en sus) de dépôt de sécurité. Comptant 17 283,30 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 2 260,09 \$ (taxes incluses). Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. Transport et préparation inclus. \*\* Prix de détail suggéré du fabricant à l'achat au comptant. Les frais de transport et de préparation (1 485,00 \$), d'inspection, d'immatriculation et de consultation du RDPPM et du concessionnaire ainsi que les taxes sont en sus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Recyclage Québec, droit sur les pneus neufs inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres applicables sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TCC. Pour plus d'information sur toutes ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Photos à titre indicatif seulement. Photos valables jusqu'au 28 février 2009.

# Mario Dumont part sans amertume

## L'avenir de l'éducation inquiète le chef démissionnaire de l'ADQ

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Sans amertume, Mario Dumont envoie aujourd'hui sa lettre de démission comme député de Rivière-du-Loup, un poste qu'il occupe depuis 1994. Pas d'amertume, mais une déception toutefois, lancinante: l'éducation est au Québec dans le même marasme qu'il y a 15 ans.

«C'est ce qui me déçoit le plus, ce qui me préoccupe pour l'avenir. C'est l'état désolant de notre système d'éducation, cela va des bâtiments scolaires jusqu'à la qualité de la formation», laisse tomber Dumont dans un entretien accordé à *La Presse*, hier, une sorte testament politique avant de tirer sa révérence pour l'avenir prévisible.

Pas question de dévoiler son point de chute — ce sera dans le secteur privé, à Montréal, se contente-t-il de dire. Il se cherche déjà une maison sur la Rive-Sud. Pas question pour l'instant de vendre la maison familiale de Cacouna — qui appartient aux Dumont depuis plusieurs générations. La vente du condo près de Place-Royale à Québec permettra d'amortir la nouvelle résidence.

Pas question pour lui de retourner à l'Assemblée nationale pour un ultime discours au salon Bleu, des trémolos dans la voix. Dans son parcours de 15 ans en politique active, il a bien rarement laissé transparaitre ses émotions, en dépit des coups durs. La photo, intense, publiée par *La Presse* où il embrasse sa fille avant de monter faire son discours de la défaite, le 8 décembre, restera probablement la seule trace de tristesse qu'il aura laissée.

Sa lettre au président du parti, tout comme au président de l'Assemblée nationale, sera plutôt laconique, prévient-il. «Ce sera quelque chose comme... je pars», ironise-t-il.

La course à sa succession ne l'accapare guère. Orgueilleux, il a sourcillé quand il a vu des reportages laissant entendre que ses députés avaient hâte qu'il sorte du



Dans son parcours de 15 ans en politique active, Mario Dumont a bien rarement laissé transparaitre ses émotions. Cette photo où il embrasse sa fille avant de monter faire son discours de la défaite, le 8 décembre, restera probablement la seule trace de tristesse qu'il aura laissée.

paysage. Le journaliste aura mal compris, conclut-il. En revanche, il n'a pas l'intention de couronner son dauphin. Les députés qui convoient la direction du parti, «sont tous des gens de qualité»,

une fois devenu premier ministre», illustre Dumont.

### La corde autour du cou

La déconfiture de son parti, la cuisante défaite de décembre

ble. D'abord sans contrôle sur l'agenda, elle était condamnée à faire face à des élections au moment choisi par le gouvernement. Puis passée devant le PQ, la jeune formation politique allait

**Sa lettre au président du parti, tout comme au président de l'Assemblée nationale, sera plutôt laconique. «Ce sera quelque chose comme... je pars», ironise-t-il.**

insiste-t-il. Il est difficile de prédire les changements qui surviennent quand un politicien change de fonction, «rappelez-vous Paul Martin qui était un champion aux Finances, mais qui a mal tourné

après les résultats étonnants de mars 2007 étaient presque prévisibles selon lui. Bombardée d'opposition officielle du jour au lendemain, l'ADQ était dans la situation la plus vulnérable

face à des attentes immenses de la part de la population.

«À chacune de nos interventions, on tentait de réduire les attentes, mais à un moment donné, c'est impossible. Le soir

de l'élection en 2007 avec 41 députés, je savais qu'on avait les trois quarts de la corde passée autour du cou», dit-il.

Le chef de l'ADQ bat aussi sa coulpe. Le programme adéquiste en matière d'éducation était adéquat, mais les gens n'en ont rien retenu, tant le débat sur l'abolition des commissions scolaires avait pris de la place. Cette idée «n'était peut-être pas la bonne locomotive, mais nous ne pouvions plus en changer», résume-t-il. Il croit toujours inutile ce palier de décision, qui selon lui dissocie les établissements scolaires de leur communauté.

Les données récentes sur le niveau du décrochage scolaire illustrent à quel point le Québec a pris du retard, insiste-t-il. Le fait que bien des élèves raccrochent par la suite par la voie de l'enseignement aux adultes ne devrait pas satisfaire les décideurs publics.

«Même avec ça, on est dans le peloton de queue. Au surplus, ce passage au secteur des adultes devrait être l'exception, c'est devenu la règle. Or le diplôme n'a plus le même sens, n'est pas garant d'un niveau de culture. Ce n'est pas vrai que tu peux faire un secondaire cinq en deux mois, sans qu'il y ait des conséquences», observe Mario Dumont.

Avec le recul, les problèmes de l'enseignement au Québec semblent dangereusement chroniques. «Quand je suis arrivé à l'Assemblée nationale en 1994, le décrochage scolaire était déjà une priorité. M. Parizeau en parlait encore il y a quelques mois, mais sa sortie n'a pas eu l'impact qu'elle aurait dû avoir», constate aujourd'hui l'adéquiste.

Selon lui, l'opposition entre les secteurs public et privé en éducation est un faux débat. Il n'y a pas de raison que les établissements du secteur public ne puissent se doter des fondations qui viennent appuyer financièrement l'enseignement privé.

## Des réductions d'impôt à votre portée. Demandez-les.

Le gouvernement du Canada a mis en place plusieurs mesures de réduction fiscale pour aider les Canadiens à payer moins d'impôt sur leur revenu. Réduire les impôts fait partie du *Plan d'action économique du Canada*.

Des mesures de réduction d'impôt comme le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants, qui permet aux parents de demander un montant maximal de 500 \$ à l'égard des dépenses admissibles pour activités physiques engagées pour chaque enfant admissible.

Le crédit d'impôt pour le transport en commun et d'autres mesures conçues pour profiter aux particuliers et aux familles de tous les milieux vous permettent aussi d'obtenir davantage.

### Vous les avez méritées. Demandez-les.

Découvrez ce à quoi vous avez droit et comment produire votre déclaration de revenus en ligne à [canada.gc.ca/infoimpot](http://canada.gc.ca/infoimpot).

Ou faites le **1-800-959-7383**  
(ATS : 1-800-665-0354).

Fractionnement du revenu de pension  
Montant personnel de base  
Dédution pour outillage des gens de métier  
Subvention incitative aux apprentis  
Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants  
Crédit d'impôt pour le transport en commun  
Prestation fiscale pour le revenu de travail  
Dédution pour outillage des gens de métier  
Subvention incitative aux apprentis  
Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants



MODERNISATION DE LA RUE NOTRE-DAME

# Québec crée un comité de suivi... sans le réunir

EXCLUSIF

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Québec a créé l'automne dernier un « comité de suivi » du projet de modernisation de la rue Notre-Dame à Montréal. Mais il n'a jamais convoqué de réunion et a tenu dans l'ignorance ses membres sur l'évolution du projet et les dépassements de coûts estimés.

Les membres du comité de suivi sont furieux. Ils ont appris la semaine dernière, dans *La Presse*, que les coûts estimés de construction sont passés de 750 millions à 1,5 milliard de dollars et que le projet retournerait sur la planche à dessin.

« Ça donne quoi de former un comité de suivi si on ne le réunit pas et on ne l'informe pas ? » a affirmé à *La Presse* Jimmy Vigneux, directeur général de la Société de développement commercial Sainte-Catherine Est.

« On ne trouve pas ça normal. Ça fait longtemps qu'on tape sur le clou et qu'on demande

au Ministère que le comité se réunisse pour qu'on regarde l'état du projet. On nous répond toujours: plus tard, peut-être, ça s'en vient. L'impression que ça laisse, c'est qu'on veut nous donner le moins d'informations possible. »

Le comité de suivi a été formé en novembre 2008. En plus d'un représentant du ministère des Transports et d'un autre de la Ville de Montréal, il compte

presse daté du 8 mai, elle soulignait que ce geste « facilitera les échanges » et « permettra d'appliquer les mesures nécessaires pour atténuer les impacts pour les résidents et les entreprises durant la période des travaux. »

Doutes sur la volonté politique

Ce n'est que six mois plus tard, en novembre, que le ministère des Transports a

« L'impression que ça laisse, c'est qu'on veut nous donner le moins d'informations possible. »

une dizaine de membres, dont la Corporation de développement de l'Est, le CSSS Lucille-Teasdale, le Port de Montréal, le Conseil pour le développement social et communautaire d'Hochelaga-Maisonneuve.

La ministre des Transports, Julie Boulet, avait promis de créer un tel comité à la suite des consultations publiques sur le projet qui se sont tenues à la fin de 2007 et au début de 2008. Dans un communiqué de

entériné la composition du comité. Dans une lettre datée du 28 novembre et adressée à la mairesse de l'arrondissement Lyn Thériault, le vice-président du comité exécutif de la Ville de Montréal, André Lavallée, précise que « le mandat du comité de suivi sera de recevoir des informations des responsables des travaux et d'émettre des commentaires et des suggestions tout au long des travaux ». Une première rencontre

« pourrait avoir lieu d'ici Noël ou au début de 2009 », ajoutait-il. Les travaux dans le secteur Souigny ont débuté au début de décembre.

Or, aucune réunion n'a été convoquée jusqu'ici par le ministère des Transports. « Les fonctionnaires n'avaient pas le feu vert pour convoquer le comité. S'il y avait une volonté du côté politique, on l'aurait convoqué. Je déplore la façon dont ça fonctionne à l'heure actuelle », a affirmé la directrice générale de la Corporation de développement de l'Est, Thérèse Sainte-Marie. Elle reproche au gouvernement de tenir encore à l'écart le comité au moment où le projet est en cours de révision. Elle le soupçonne d'avoir créé le comité uniquement pour répondre à la « pression » populaire et de tenter aujourd'hui de le « mettre dans la glacière espérant qu'il ne se passe pas grand-chose ».

« On ne comprend pas. Cela aurait été normal d'être informé de l'évolution du projet », a dit de son côté le coordonnateur de Solidarité Mercier-Est, Marc-Antoine Pouliot.

Les membres du comité exigent « plus de transparence » de la part du gouvernement. « La logique voudrait que les partenaires soient invités à discuter, à prendre connaissance des choses, des dépassements de coûts », a affirmé Michel Roy, coordonnateur du Conseil pour le développement local et communautaire d'Hochelaga-Maisonneuve.

Un membre du comité ignorait

Les membres du comité de suivi insistent pour avoir leur mot à dire sur le nouveau concept du projet que les fonctionnaires sont en train de préparer afin de réduire les coûts. Ils veulent trouver des solutions aux dépassements de coûts.

Chose surprenante, Francine Lebel ignorait que l'organisme qu'elle dirige, la Chambre de commerce et d'industrie de l'Est de Montréal, fait partie du comité. C'est *La Presse* qui le lui a appris. « Tout à fait incroyable! » a-t-elle lancé, se demandant pourquoi Québec ne l'avait pas informée.

« On se pose beaucoup de questions sur le projet. On trouve ça aberrant de voir que les coûts ont doublé comme ça. On n'acceptera pas que le projet soit mis sur les tablettes car il est essentiel pour le développement de l'Est », a indiqué M<sup>me</sup> Lebel.

De son côté, la Commission scolaire de Montréal a répondu à *La Presse* qu'elle ne siège pas au comité. Elle fait pourtant partie de la liste des membres entérinée par le ministère des Transports, ce qui ajoute encore à la confusion qui règne dans le dossier.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste: tommy.chouinard@lapresse.ca

EN BREF

Charest veut un libre-échange des Amériques

Devant un tableau noir et un auditoire en partie composé d'étudiants, le premier ministre Jean Charest a livré hier après-midi un vibrant plaidoyer en faveur du libre-échange à l'Université de Harvard. Alors que la crise économique fait ressortir les réflexes protectionnistes d'une bonne partie de la classe politique américaine, Jean Charest a plutôt prêché pour étendre la portée de l'actuel Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). « Je pense qu'il existe une opportunité suivant la rencontre de Barack Obama au Canada avec le premier ministre (Stephen) Harper de revisiter l'ALENA. Non pas dans le but de le restreindre, mais de l'améliorer », a soutenu M. Charest. Prenant le contre-pied des réflexes protectionnistes américains, Jean Charest a dit qu'il était peut-être temps d'élargir l'ALENA à l'ensemble des Amériques. Il a dit souhaiter que la nouvelle administration américaine envisage un « Accord de libre-échange des Amériques ». « Peut-être que le temps est venu de regarder au reste des Amériques en termes de son développement. Pourquoi ne pas regarder comment nous pourrions entrer dans une entente avec toutes les Amériques, de l'Arctique à l'Antarctique ? » a-t-il demandé. Le premier ministre a également présenté son projet d'une entente de libre-échange entre le Canada et l'Europe à son auditoire. Et il a dit espérer que les États-Unis appuient ce projet. Il a aussi invité les Américains à considérer une « entente continentale sur l'énergie et l'environnement »

— La Presse Canadienne.

Blackburn réplique à Marois

Un Québec souverain devra faire une croix sur les milliards que lui rapporte la péréquation et ne serait certainement pas en meilleure position pour affronter la crise économique, estime le ministre fédéral du Revenu et de l'Agriculture, Jean-Pierre Blackburn. De passage hier après-midi à Montréal, M. Blackburn a été invité à répliquer aux déclarations de Pauline Marois qui, en fin de semaine, a soutenu que l'indépendance donnerait au Québec une meilleure marge de manœuvre pour relever son économie. « Ce sont des paroles faciles à dire, mais la population ne les suit pas, affirme M. Blackburn. Regardons la réalité: Québec reçoit 58% du total de la péréquation versée aux provinces. Sur 14 milliards, Québec reçoit 8 milliards. Comment la province de Québec irait-elle chercher les 8 milliards de dollars qui lui manqueraient juste au niveau de la péréquation ? »

— Karim Benessaïh

**UNE PREMIÈRE DANS L'INDUSTRIE**

CHEVROLET

ON MET LE PAQUET

ENTRETIEN  
Goodwrench

INCLUS

5  
ANS<sup>1</sup>

AVEO<sup>5</sup> LS

★★★★★ Sécurité 5 étoiles<sup>5</sup>

9 994\$<sup>2</sup>

À L'ACHAT

+ TRANSPORT  
+ TAXES

---

= 93\$<sup>3</sup>

TOUT INCLUS

AUX DEUX SEMAINES

FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 84 MOIS

5,7 L  
AUX  
100 KM

ROUTE: 5,7 L/100 KM (50 mi/gal)  
VILLE: 7,9 L/100 KM (36 mi/gal)<sup>4</sup>

VOTRE CHEVROLET EN VERSION TOUT INCLUS

0\$ COMPTANT

COBALT XFE

Modèle SS illustré.

11 968\$<sup>2</sup>

À L'ACHAT

+ TRANSPORT  
+ TAXES

---

= 109\$<sup>3</sup>

TOUT INCLUS

AUX DEUX SEMAINES

FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 84 MOIS

MEILLEURE ÉCONOMIE DE CARBURANT SUR ROUTE de sa catégorie<sup>6</sup> (à l'exclusion des hybrides)

ROUTE: 5,4 L/100 KM (52 mi/gal)  
VILLE: 8,0 L/100 KM (35 mi/gal)<sup>4</sup>

+

LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS

5 ANS

\* GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR

\*\* ASSISTANCE ROUTIÈRE

\*\*\* TRANSPORT DE COURTOISIE

\* SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ. CAMIONS POIDS MOYEN EXCLUS. DÉTAILS SUR LA GARANTIE LIMITÉE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

PRIME GM POUR ÉTUDIANTS

CHEVROLET

offreschevrolet.ca

1719794A

1728095

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2009 neufs suivants: Aveo5 (17V48/USA), coupé Cobalt (1A377/USA) et berline Cobalt (1A377/USA). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Offre en vigueur chez les concessionnaires Chevrolet du Canada participants, entre le 13 février 2009 et le 1<sup>er</sup> juin 2009. 2. À l'achat de l'un des véhicules assemblés neufs 2009 ou 2009 suivants: Aveo et Cobalt de Chevrolet. La durée du programme d'entretien est de 5 ans ou 100 000 km, selon la première éventualité, à partir de la date de mise en service du véhicule. Ce programme d'entretien ne couvre pas le remplacement des pièces ou liquides ni les autres services qui pourraient être identifiés comme étant requis lors de l'inspection du véhicule. Rendez-vous chez votre concessionnaire pour en apprendre plus. 3. Paiement basé sur un taux mensuel moyen de 0,9% pour des termes de 84 mois selon l'information disponible dans les brochures de financement Chevrolet. Les clients qui bénéficient des programmes de financement Chevrolet peuvent bénéficier de la réduction de la taxe de vente de 15% sur le montant de la taxe de vente. 4. Selon les tests de consommation de carburant effectués par Transport Canada pour une réserve de carburant de 49,2 L et boîte manuelle 5 vitesses. Les économies de carburant réelles peuvent varier selon les conditions routières, la météo et les habitudes de conduite. 5. Sécurité 5 étoiles pour les conducteurs et le passager avant (tests d'impact frontal) pour l'Aveo5. Les codes de classification du gouvernement des États-Unis font partie du programme d'évaluation des nouveaux véhicules de la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). — www.safercar.gov/6. S'applique à la Cobalt XFE 2009 (1A377/USA). Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 7. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 8. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 9. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 10. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 11. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 12. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 13. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 14. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 15. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 16. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 17. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 18. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 19. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 20. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 21. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 22. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 23. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 24. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 25. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 26. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 27. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 28. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 29. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 30. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 31. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 32. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 33. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 34. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 35. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 36. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 37. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 38. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 39. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 40. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 41. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 42. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 43. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 44. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 45. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 46. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 47. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 48. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 49. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 50. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 51. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 52. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 53. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 54. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 55. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 56. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 57. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 58. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 59. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 60. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 61. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 62. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 63. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 64. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 65. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 66. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 67. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 68. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 69. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 70. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 71. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 72. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 73. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 74. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 75. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 76. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 77. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 78. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 79. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 80. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 81. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 82. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 83. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 84. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 85. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 86. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 87. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 88. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 89. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 90. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 91. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 92. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 93. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 94. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 95. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 96. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 97. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 98. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 99. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures. 100. Selon les données publiées dans l'Énergie Canada 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures.

CYBERPRESSE.CA

NOS BLOGUES

## PHOTOS

Voyez notre sélection des meilleures photos sur [cyberpresse.ca/24heures](http://cyberpresse.ca/24heures)

## QUIZ

Avez-vous suivi l'actualité sportive pleine de rebondissements? Testez-vous sur [cyberpresse.ca/quizzesports](http://cyberpresse.ca/quizzesports)

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE Roman Hamrlik



## VOYAGE

Faites un survol des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO sur [cyberpresse.ca/patrimoine](http://cyberpresse.ca/patrimoine)

ARIANE KROL  
Dessignons-lui une sacoche

La fameuse sacoche de la ministre des Finances n'a plus de double fond. Elle est même un peu percée. Il va falloir lui en trouver une autre pour traverser la récession.  
À lire sur [cyberpresse.ca/edito](http://cyberpresse.ca/edito)

## Pétrole albertain au Québec Le projet Trailbreaker est toujours vivant

FRANÇOIS CARDINAL

Contrairement à ce que prétend Enbridge, le projet hautement controversé de transport de pétrole bitumineux de l'Alberta jusqu'à Montréal n'est pas mort, soutiennent les écologistes.

«Le projet Trailbreaker est bel et bien de retour», lance Hugo Séguin, d'Équiterre. Il en veut pour preuve le début, ce matin à Longueuil, des audiences publiques sur la construction d'une station de pompage à Dunham.

La demande soumise par l'entreprise Pipelines Portland Montréal Ltée à la Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ) vise une modification du zonage de certaines terres agricoles puis la construction d'une unité de pompage, dans le but d'inverser le flot d'un pipeline de pétrole reliant le Maine au Québec.

«Un feu vert de la CPTAQ pour cette station de pompage est une étape fondamentale pour compléter le projet Trailbreaker», précise Hugo Séguin.

Dans une lettre datée d'août 2008, Pipelines Portland Montréal précise en effet que «l'inversion (prévue en 2010) permettrait la livraison de quelque 128 000 barils par jour de pétrole brut lourd de l'Ouest canadien au sud de Portland, Maine».

C'est ce qui fait dire aux écologistes ainsi qu'aux groupes de citoyens opposés au projet qu'Enbridge n'a pas vraiment mis Trailbreaker de côté, comme elle l'affirme depuis la mi-janvier. Elle aurait simplement retiré le projet de l'œil scrutateur du public et des médias, ce que nie l'entreprise.

«En prétendant avoir mis le projet sur la glace, Pipelines Portland Montréal n'a plus à respecter d'échéancier», souligne Laurent Busseau, du comité environnemental de Dunham. En plus, les mem-

bres de l'opposition à la Chambre des communes ne peuvent plus déposer de demandes d'information, puisqu'il n'y a plus de projet devant l'Office national de l'énergie. Mais officiellement, c'est certain, le projet avance.»

Le projet Trailbreaker est composé de trois éléments, dont le principal consiste à renverser le courant de la canalisation 9 qui relie l'Ontario et le Québec. Cela permettrait de transporter pour la toute première fois du pétrole issu des gisements bitumineux d'Alberta directement à Montréal.

Au total, 240 000 barils de pétrole pourraient être acheminés vers les raffineries de l'Est de Montréal. Le tiers serait consommé au Québec, puis le reste poursuivrait son chemin vers les États-Unis.

Le problème, c'est que le pipeline qui traverse les Cantons de l'Est vers Portland puis vers le Texas coule vers le nord. D'où le projet de station de pompage, qui permettrait de renverser ce flot. Le pétrole pourrait ainsi franchir les monts Sutton puis traverser la frontière américaine.

Les citoyens s'opposent à la construction d'une station de pompage notamment en raison des risques d'accidents et de contamination de leurs puits artésiens. L'inquiétude renforcée par l'âge du pipeline en fonction depuis 1941.

«C'est l'un des trois pipelines les plus vieux du continent, note Hugo Séguin. Or il y a une corrélation entre l'âge d'un pipeline et les accidents, comme celui survenu en 1999 à Saint-Césaire. La CPTAQ doit donc refuser ce projet.»

Selon le Département américain du transport, la moitié des 2235 incidents recensés sur des pipelines terrestres ces 20 dernières années touchaient de l'équipement vieux de plus de 50 ans.

Pipelines Portland Montréal n'a pas rappelé *La Presse* hier.

## Mort de deux enfants en Afghanistan

## Les forces canadiennes tenues responsables

MURRAY BREWSTER  
LA PRESSE CANADIENNE

KANDAHAR, Afghanistan — Des dizaines d'Afghans furieux ont manifesté devant un bureau gouvernemental et défilé à Kandahar, en Afghanistan, hier, scandant «Mort aux Canadiens» et exhibant les corps mutilés de deux enfants, après qu'un responsable tribal eut attribué la responsabilité de leur mort aux forces canadiennes.

La population du village de Salehan, à une quinzaine de kilomètres de Kandahar, accuse l'armée canadienne d'avoir laissé derrière elle un engin explosif qui a sauté, tuant deux jeunes garçons.

Les Forces armées canadiennes ont aussitôt ouvert une enquête. Les victimes étaient exposées à l'arrière d'un taxi de bois rouge à trois roues, appelé «tuk-tuk», leurs corps partiellement recouverts d'une couverture ensanglantée. Des proches des deux enfants se lamentaient aux côtés du véhicule sous le regard de passants horrifiés.

Selon l'armée canadienne, les enfants ont vraisemblablement péri quand quelqu'un est entré en contact avec des munitions non explosées dans un champ voisin de leur communauté.

Un porte-parole de l'armée, le



PHOTO FINBARR O'REILLY, ARCHIVES REUTERS

La population du village de Salehan, à une quinzaine de kilomètres de Kandahar, accuse l'armée canadienne d'avoir laissé derrière elle, après des exercices militaires, un engin explosif dont la déflagration a tué deux jeunes garçons.

les troupes canadiennes avaient effectué des exercices dans ce secteur, mais a assuré que les militaires avaient nettoyé les lieux.

### L'OTAN mène actuellement une vaste campagne de publicité pour aviser les Afghans de ne pas toucher à des munitions non identifiées.

major Mario Couture, a déclaré que cette zone est connue des militaires – et, croit-il, des habitants – comme un endroit parsemé de munitions et de mines non explosées, bref un lieu dangereux. Il a confirmé que

L'OTAN mène actuellement une vaste campagne de publicité pour aviser les Afghans de ne pas toucher à des munitions non identifiées ou non explosées au sol. Mais des villageois soutien-

nent que le village, également surnommé le «village des handicapés» car il héberge des personnes mutilées par la guerre, a été la cible de tirs de mortier hier, après la fin des exercices, tirs qui provenaient d'une base canadienne située à l'ouest du village, alors que les enfants revenaient de la madrasa locale.

Outre l'enquête militaire canadienne, les autorités policières locales s'efforçaient aussi de déterminer ce qui s'était exactement passé: elles montraient du doigt les talibans, sans cependant pouvoir en faire la preuve.

## EN BREF

### Transfert de propriété d'un terrain historique

Ottawa a ouvert la porte hier à des discussions sur le sort d'un terrain de 10 000 m<sup>2</sup> situé devant le parlement de Québec. Ce lopin de

terre, qui faisait autrefois partie des fortifications de la Vieille Capitale, appartient toujours au fédéral. Ce dernier le loue à l'État québécois pour une bouchée de pain depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Selon certaines estimations, Ottawa est toujours propriétaire d'environ 40% des terrains du Vieux-Québec. Il y a trois ans, le gouvernement

Charest a demandé qu'il soit définitivement cédé à la province, mais sa requête est restée lettre morte. La ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Josée Verner, a toutefois confié hier qu'elle avait abordé la question dans la journée avec son homologue du Québec, Jacques Dupuis.  
— La Presse Canadienne

## À QUÉBEC

### Spécial Relâche

★★★★★

**À QUÉBEC**  
Spécial Relâche  
Suite De Luxe **149 \$**  
Stationnement  
Déjeuner pour 2

Valide jusqu'au  
31 mars 2009

**LE PORT-ROYAL**  
hôtel & suites  
VIEUX-QUÉBEC  
144, rue Saint-Pierre

**1.866.417.2777 • 418.692.2777**  
[www.hotelporroysuites.com](http://www.hotelporroysuites.com)

## VIVEZ UNE AVENTURE CORPO!

### Traîneau à chiens & Soirée feu de camp GRATUITS lors de votre réunion

# GRATUIT

**1 888 378-3735**    [www.esterel.com](http://www.esterel.com)

À seulement 1 heure au nord de Montréal, au coeur des Laurentides

Certaines conditions s'appliquent. Pour un temps limité. Minimum 10 chambres. 10 minutes de traîneau à chiens.

Reportage publicitaire

# Les GRANDS CONSTRUCTEURS

Un cahier spécial sur l'immobilier ce mercredi 25 février dans *La Presse*

1694309

## Vieux-Québec en forfait

**Forfait Vieux-Québec**

- 1 nuit à l'hôtel pour 2 personnes
- Petit déjeuner américain
- Frais de service

Spa du Manoir!

À PARTIR DE

# 145 \$

POUR 2 PERS., POUR 1 NUIT  
TAXES EN SUS  
Valide jusqu'au 30 avril 2009

TRISIÈME NUIT À

# 50%

Applicable sur tarif régulier - chambre seulement  
Valide jusqu'au 30 avril 2009

44, côte du Palais, Vieux-Québec (Québec) G1R 4H8  
[www.manoir-victoria.com](http://www.manoir-victoria.com) • 1 800 463.6283

Résultats des tirages du 2009-02-23

<b>Quotidienne</b>	<b>Triplex</b>
3 892	13 14
4 6252	15 26 40

**PANEO**

07 09 12 16 20 35 36 39 41 42  
45 47 58 60 62 63 64 65 68 69

**Astro**

Jour - Mois - Année - Signe  
21 AVRIL 68 CAPRICORNE

**Extra** 8419806

**MILLIONAIRE**

TIRAGE DANS 4 JOURS ET IL Y AURA UN GAGNANT DU GROS LOT DE 1 000 000 \$ PAR ANNÉE PENDANT 25 ANS C'EST GARANTI!

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

## LA VENTE SHARKS

Liquidation Kitesurf cerf-volant traction

# 20% À 50%

**PARASKIFLEX**  
sur modèles sélectionnés

**WAKEBOARD SKI NAUTIQUE**  
nouveau en stock

**SNOWBOARD ON VIDE TOUT**  
30% À 70%

313, Cartier, Laval • 450-663-5543  
[www.sharkscsco.com](http://www.sharkscsco.com)

## PROTECTIONNISME AMÉRICAIN

## Stephen Harper se dit rassuré

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le premier ministre Stephen Harper croit avoir trouvé en Barack Obama un solide allié pour combattre le protectionnisme partout sur la planète.

Après avoir craint le pire lorsque le président des États-Unis a proposé son plan de relance économique de 787 milliards US, il y a trois semaines, M. Harper a dit avoir été rassuré pleinement par Barack Obama au sujet des intentions de son administration démocrate lors de sa visite officielle à Ottawa la semaine dernière.

Le protectionnisme a fait partie des discussions entre les deux hommes durant leur rencontre.

Dans une entrevue accordée hier au réseau Fox dans le cadre de son voyage éclair à New York, le premier ministre Harper a affirmé que son homologue américain et lui pourront lutter efficacement contre toute velléité protectionniste durant le prochain sommet des pays membres du G20 à Londres.

« Nous allons avoir un autre sommet des pays membres du G20 à Londres en avril. Le président Obama et moi avons discuté de cette question. Alors, je pense que les voix contre le protectionnisme seront très fortes à cette réunion », a affirmé le premier ministre.

## Craintes initiales

Le gouvernement canadien avait exprimé ses craintes de voir une flambée du protectionnisme lorsque le Congrès américain s'est penché sur le plan de relance économique du président Obama.

La version initiale de ce plan de relance contenait une clause dite « Buy America », notamment pour l'achat d'acier



PHOTO TOM HANSON, LA PRESSE CANADIENNE

Dans une entrevue accordée hier au réseau Fox dans le cadre de son voyage éclair à New York, le premier ministre Stephen Harper a affirmé que lui et son homologue américain pourront lutter efficacement contre toute velléité protectionniste durant le prochain sommet des pays membres du G20 à Londres.

pour les projets d'infrastructure financés avec l'argent des contribuables américains.

Mais la version finale du plan qui a été adoptée a été amendée pour préciser que cette clause devait être appliquée de manière à ce que les États-Unis respectent leurs obligations en matière de commerce.

Dans l'entrevue à Fox, M. Harper a réitéré qu'une mon-

tée du protectionnisme dans les pays industrialisés pourrait transformer la récession mondiale en une dépression, comme ce fut le cas dans les années 30.

Le premier ministre Stephen Harper a aussi affirmé que la récession aux États-Unis risque de perdurer aussi longtemps que les autorités américaines n'auront pas assaini leur sys-

tème financier et leur système bancaire.

M. Harper a décidé de faire ce voyage à New York afin de profiter de l'élan favorable aux relations canado-américaines provoqué par la visite de M. Obama la semaine dernière, selon ses proches collaborateurs.

En plus d'accorder des entrevues à des médias américains,

M. Harper a rencontré le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et aussi participé à une table ronde avec des gens d'affaires américains.

## Le dossier de l'Afghanistan

L'épineux dossier de la mission en Afghanistan a été au cœur des discussions entre M. Harper et le secrétaire général de l'ONU.

Les deux hommes devaient aussi discuter du sort de deux diplomates canadiens enlevés à la mi-décembre, soit Robert Fowler, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Niger, et de son adjoint, Louis Guay. La branche nord-africaine d'Al-Qaeda a revendiqué cet enlèvement. Aucun point de presse n'a eu lieu après la rencontre.

Le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, se rend pour sa part à Washington aujourd'hui afin d'y rencontrer sa nouvelle homologue, Hillary Clinton, qui revient d'une tournée en Asie. Le dossier afghan sera de nouveau l'un des principaux sujets à l'ordre du jour de cette rencontre.

## Prudence

À Ottawa, les partis de l'opposition ont réagi avec prudence à ce périple du premier ministre à New York. Le Parti libéral et le NPD ont critiqué le manque de transparence de la part du premier ministre.

« Il y a des dossiers importants à discuter avec le secrétaire général de l'ONU. Naturellement, notre mission en Afghanistan, c'est une question importante pour l'ONU, mais ce qui est remarquable, c'est franchement le manque de transparence totale au sujet de ce qui a été discuté », a affirmé le critique libéral aux affaires étrangères, Bob Rae.

CPG de 30 mois  
à taux spécial

3,50 %\*

## ASSUREZ-VOUS QUE VOS LIQUIDITÉS SONT BIEN POSITIONNÉES.

Vous pensez à votre cotisation RER? Si, comme de nombreux Canadiens, vous détenez des liquidités, c'est le moment d'envisager ce CPG à taux spécial ou une de nos autres options d'épargne et de placement.

Passez à votre succursale ou allez à [banquescotia.com/tauxspecial](http://banquescotia.com/tauxspecial)

NOUS POUVONS VOUS AIDER À FAIRE VALOIR VOS AVOIRS.

Vous êtes plus riche  
que vous le croyez.<sup>MD</sup>

 Groupe Banque Scotia<sup>MD</sup>

<sup>MD</sup> Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse. Le Groupe Banque Scotia renvoie à La Banque de Nouvelle-Écosse, à Scotia Capitaux, à La Société de fiducie Banque de Nouvelle-Écosse et à Placements Scotia Inc. \* Les taux d'intérêt sont des taux annuels. Le taux annuel de 3,50 % s'applique uniquement au CPG de 30 mois à taux spécial, un CPG émis en dollars canadiens et non remboursable. Ce CPG à taux spécial est disponible exclusivement pour les portefeuilles enregistrés (sauf REEE). Les intérêts sont composés annuellement et versés à l'échéance. Cette offre ne peut pas être combinée à une autre prime de taux ou à une augmentation discrétionnaire du taux d'intérêt. Le CPG de 30 mois à taux spécial est émis par La Banque de Nouvelle-Écosse, la Société hypothécaire Scotia, la Compagnie Montréal Trust et la Compagnie Trust National. Nous nous réservons le droit de prolonger ou de retirer ces offres en tout temps. Un placement minimum de 1 000 \$ est exigé.

Il reste un an avant les Jeux olympiques  
d'hiver de 2010 à Vancouver

Le bonheur, c'est comme  
**ACCROCHER**  
ça à votre CV.



Nous avons déjà aidé **25 000 personnes**  
comme vous à réaliser leur rêve.

**LE BÉNÉVOLAT EST UNE BRILLANTE FAÇON  
DE VOUS FAIRE REMARQUER.**

Quand vous décidez de devenir bénévole, vous n'aidez pas seulement votre entourage, vous donnez aussi un **solide coup de pouce à votre propre carrière**. En ces temps difficiles, cela pourrait même être votre meilleure trouvaille pour vous aider à relever votre prochain défi.

Comme toujours, vous pouvez vous fier à Workopolis pour vous mettre en contact avec **d'intéressantes possibilités de bénévolat**, celles qui figureront le mieux sur votre CV, comme celle de bénévole aux Jeux d'hiver de 2010 à Vancouver. Alors, accrochez-vous à votre bonne étoile, et dénicher un travail bénévole que vous aimerez, en visitant **benevoles.workopolis.com** dès aujourd'hui. Et n'oubliez jamais que le bonheur, ça se travaille.

**AFFICHEZ VOTRE CV**



**workopolis.com**

LE PLUS GROS SITE D'EMPLOIS AU QUÉBEC

MC 2006, COVAN.

Le bonheur, ça se travaille.

## Meurtres à Piedmont

Un petit bonhomme qui laissera sa marque

CATHERINE HANDFIELD

«C'était tout un bonhomme. Un grand blond extrêmement bien élevé qui n'aimait pas les jeux de guerre.» Stéphane Lamarre avait le cœur gros, hier. Son fils Zachary, 5 ans, aussi. Ce dernier a perdu l'un de ses meilleurs amis, Olivier Turcotte. L'un des deux enfants assassinés samedi matin à Piedmont, dans les Laurentides.

Le père des deux victimes devrait être accusé de meurtres aujourd'hui, selon le réseau LCN. L'homme de 36 ans, qui repose dans un état stable dans un hôpital montréalais après avoir ingéré une forte dose de médicaments, comparaitra de son lit d'hôpital. Le procureur de la Couronne devra déterminer subtilement le degré de préméditation. Des autopsies seront pratiquées en début de semaine sur les corps d'Olivier, 5 ans, et d'Anne-Sophie, 3 ans, assassinés à l'arme blanche.

Selon Stéphane Lamarre, les parents des victimes, deux médecins du Centre hospitalier de Saint-Jérôme, étaient en instance de séparation. «Je suis surpris, choqué, a dit M. Lamarre, qui a croisé le père des victimes vendredi matin devant l'école de son fils. Ma famille connaissait le petit Olivier depuis peu, mais sa maturité et sa gentillesse nous auront marqués pour la vie.»

Zachary et les autres élèves de l'école du Champ-Fleuri, à Prévost, ont reçu hier du soutien psychologique. L'équipe d'intervention de l'école a rencontré tous les professeurs avant le début des classes.

«Nous voulions préparer notre personnel le mieux possible pour accompagner efficacement les élèves dans cette journée difficile», a dit Rémi Tremblay, secrétaire général de la commission scolaire de la Rivière-du-Nord.

Maurice Cusson, professeur à l'École de criminologie de l'Université de Montréal, estime que les circonstances du drame sont «absolument exceptionnelles».

Les études démontrent que les hommes qui commettent un infanticide sont poussés par la jalousie, l'agressivité ou le désir de vengeance envers leur conjointe. «Habituellement, l'élément de jalousie intervient quand l'homme est vulnérable, qu'il vit des situations difficiles. Or, le père des enfants était un médecin renommé qui avait une excellente réputation.» Chaque année, environ 42 mineurs sont tués par un de leurs parents au Canada.

## PROCÈS INTENTÉ PAR MICHEL DUMONT

# La victoire contre la Couronne n'est pas acquise

CHRISTIANE DESJARDINS

Michel Dumont a peut-être été victime d'une erreur judiciaire, mais la Couronne n'a pas agi de façon malveillante. Le cas Dumont ne présente pas les circonstances exceptionnelles requises pour obtenir une indemnisation du gouvernement.

C'est ce qui se dégage de la plaidoirie que M<sup>e</sup> Michel Déom, substitut du Procureur général du Québec, a livrée, hier, dans le cadre du procès civil que Michel Dumont a intenté aux gouvernements du Québec et du Canada. Il réclame plus de 2 millions en dommages. Il a fait 34 mois de prison pour un viol qu'il a

toujours soutenu ne pas avoir commis.

Le crime est survenu le 17 novembre 1990 à Boisbriand, près de chez M. Dumont. Ce dernier a été condamné sur une simple preuve d'identification de la victime.

Mais en mars 1992, après le procès, la victime avait émis des doutes sur l'identité du coupable. M. Dumont reproche principalement à la Couronne de ne pas avoir dévoilé ce renseignement crucial à son avocat de l'époque, M<sup>e</sup> Paul Gélinas. Si celui-ci l'avait su, il aurait étalé cette preuve nouvelle devant la Cour d'appel dès 1994, ce qui lui aurait valu un acquittement dès ce moment.

Au lieu de cela, le verdict a été maintenu, et Dumont est allé en prison.

Ce n'est que sept ans plus tard, à la demande du ministre de la Justice, que la Cour d'appel a réexaminé le dossier et acquitté Dumont.

M<sup>e</sup> Déom croit pour sa part que l'information au sujet des doutes de la victime a bel et bien été transmise à M<sup>e</sup> Gélinas à l'époque, mais que celui-ci, pour une raison ou une autre, ne s'en est pas servi. Difficile de départager le vrai du faux, d'autant plus que M<sup>e</sup> Gélinas est mort il y a quelques années. M<sup>e</sup> Déom dit qu'il faut regarder le dossier comme il se présentait à l'époque, et

non pas avec tout ce qu'on sait maintenant.

De son côté, M<sup>e</sup> Jean-François Longtin, avocat de Dumont, est d'avis que la Couronne a failli à son devoir de divulgation. Si l'information a été transmise par la poste comme le prétend M<sup>e</sup> Du Perron-Roy, cette dernière aurait dû s'étonner que M<sup>e</sup> Gélinas n'en fasse rien et elle aurait dû réagir. «Cela demande énormément de recul d'être substitut du Procureur général, il a un rôle quasi judiciaire. Il n'est pas là pour condamner, il doit tout mettre devant le tribunal», a dit l'avocat.

Le juge Benoît Émery a mis la cause en délibéré.

## Le trafiquant Hervé Lamarre presque libre

### Il obtient une semi-liberté au sixième de sa peine

ANDRÉ CÉDILOT

Considéré comme étant le numéro 2 du «gang de la 47<sup>e</sup> Rue», contrôlant le trafic de crack dans ce ghetto du secteur du boulevard Pie-IX, à Saint-Michel, Hervé Lamarre a obtenu une semi-liberté au sixième de sa peine. Des 39 mois de pénitencier qui lui ont été infligés le 5 septembre, il en aura donc passé seulement six derrière les barreaux, et sept dans une maison de transition où il sera contraint de faire du bénévolat. À moins d'une maladresse de sa part, il devrait être libre comme l'air dès l'automne.

Lamarre, 30 ans, n'a même pas eu à répondre à une convocation de la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC). Comme la loi le permet, la décision a été prise par un seul commissaire, après examen du dossier. Comme «il n'existe aucun motif de croire que Lamarre puisse commettre un délit violent», la CNLC affirme qu'elle n'avait pas le choix de le libérer aussi tôt.

Au procès, Lamarre a été décrit comme le bras droit de Josué

Bernard, membre influent des Crips, un gang de rue d'allégeance bleu très impliqué dans la vente de crack. Lamarre se faisait appeler Don, p, en référence aux grandes organisations mafieuses. Il était responsable des «boss de rue» du gang de la 47<sup>e</sup>. Ceux-ci

session d'une clé de l'appartement où étaient entreposés pas moins de 196 projectiles de différents calibres. Chez lui, la police avait trouvé trois douilles de revolver et une boîte de balles. Celle-ci était dissimulée dans un sac de couches pour bébé. Il y avait aussi

au sérieux sa condamnation, «rien ne permet par ailleurs de croire qu'il existe des facteurs de stress suffisamment forts pour provoquer chez (lui) des comportements violents». Quant aux munitions en sa possession, «il n'existe aucune information (l')impliquant dans l'usage d'arme à feu à l'encontre d'autrui». D'autant, au dire de Lamarre, que les balles trouvées chez lui servaient de bibelots, note le commissaire.

C'est ainsi que, au début du mois prochain, Lamarre devrait se retrouver dans une maison de transition, où il sera affecté à des travaux communautaires, en vue de «créer chez (lui) de bonnes habitudes de travail et une remise en question sérieuse des conséquences de (son) mode de vie marginal et criminel».

Étant donné qu'il n'a pas sa citoyenneté canadienne, l'Agence des services frontaliers du Canada a été saisie du dossier. Lamarre, qui en est à sa première condamnation, pourrait par conséquent être renvoyé dans son pays natal, Haïti.

**Comme «il n'existe aucun motif de croire que Lamarre puisse commettre un délit violent», la Commission nationale des libérations conditionnelles affirme qu'elle n'avait pas le choix de le libérer aussi tôt.**

s'affairaient à leur tour auprès des petits revendeurs, dont plusieurs mineurs, qui se tenaient dans le parc Ovila-Légaré. Des agents doubles de la police de Montréal avaient réussi à faire affaires trois fois avec lui.

Lamarre avait accès aux caches de drogue de l'organisation, où les policiers ont retrouvé 452 roches de crack, ainsi que 255,5 grammes de marijuana. Il était aussi en pos-

un chandail portant la photo de Paseus Ridewood, un membre du groupe assassiné en 2005. Les Crips avaient répliqué en faisant une innocente victime au Bar Aria, rue Saint-Denis.

Même au fait de tous ces détails de l'enquête, la CNLC estime que Lamarre «n'a aucune propension à la violence». Selon le commissaire qui a rédigé le rapport, même si Lamarre ne prend toujours pas très

**BRANDISSONS  
LE DRAPEAU  
DE L'HUMOUR**



**MIDI MORENCY**  
LUN. AU VEN. 11H30 À 13H

**ckoi**  
.com  
**96,9 FM**

# Rien ne va plus à Las Vegas

## La ville du jeu subit de plein fouet les effets de la crise

Las Vegas est un microcosme de l'Amérique. Quand l'économie allait bien, la ville explosait et embauchait plus que partout ailleurs. Aujourd'hui, d'ex-travailleurs font du camping avec leur famille sur les trottoirs. La ville du vice pique du nez – et personne ne sait où se trouve le fond.



NICOLAS BERUBÉ

### LAS VEGAS

Un sac de couchage sale. Un matelas de camping. Un sandwich au jambon – pain blanc, fromage Kraft – et une grosse bière bon marché à 6,9 \$ d'alcool.

C'est l'heure du midi pour les travailleurs licenciés. Ils sont une quarantaine à être assis sur le trottoir de Main Street, adossés à une clôture de fer, près de leurs tentes multicolores. À l'horizon, on distingue les hôtels chic et des casinos de la Strip. Vus d'ici, ils semblent aussi accessibles que la lune.

Les sandwiches sont un don d'une femme à bord d'une Honda Civic rouge. La voiture s'est arrêtée. La dame a tendu un sac. Elle est repartie sans dire un mot.

« Les gens sont généreux, explique Tiena Garner, assise en indien sur son sac de couchage. Mais ils ne nous parlent pas. Ils ont peur de venir dans le quartier. »

Son compagnon, Doran L. Black, hausse les épaules et prend une gorgée de bière.

« Je ne les blâme pas, ajoute-t-il. Moi non plus, je ne passais

**Las Vegas pique du nez. Plus de 20 000 emplois ont disparu en 2008.**

**Le taux de chômage, traditionnellement l'un des plus bas au pays, est de 9,1 %, soit deux points de plus que la moyenne nationale. « J'avais un bon salaire, et l'assurance santé. Aujourd'hui, je dors avec ma fille dans un centre pour sans-abri. C'est tout un choc... »**

pas mes samedis après-midi ici quand j'avais une maison. »

Las Vegas pique du nez. Depuis l'an dernier, les casinos et les hôtels abolissent des postes. Plus de 20 000 emplois ont disparu en 2008. Le taux de chômage, traditionnellement l'un des plus bas au pays, est de 9,1 %, soit deux points de plus que la moyenne nationale.

Des commerces ferment. Des milliers de familles perdent leur maison. Ceux qui dégringolent le plus bas atterrissent sur Main Street, dans North Las Vegas. Un quartier d'entrepôts et de refuges pour les sans-abri.

Les plus chanceux trouvent un lit. Les plus débrouillards trouvent une tente. Les plus mal pris dorment à même le trottoir.

Tiena Garner est arrivée ici au mois d'octobre, avec sa fille de 10 ans. Elle travaillait pour une succursale des magasins Target



PHOTO PÉNÉLOPE FORTIER, COLLABORATION SPECIALE

Sur la Strip de Las Vegas, plusieurs chantiers de construction d'hôtels géants et de casinos sont abandonnés. La ville misait sur une croissance économique sans fin. Le plancher a littéralement disparu en septembre dernier.

et venait d'être transférée de San Diego à Las Vegas quand les coupes ont été faites.

« J'avais un bon salaire, et l'assurance santé. Aujourd'hui, je dors avec ma fille dans un centre pour sans-abri. C'est tout un choc... »

Durant les premières semaines, M<sup>me</sup> Garner a cherché du travail. Sans succès. Aujourd'hui, elle a

à remous, des meubles design et un aménagement luxueux.

Un seul élément manque à l'appel: les clients.

« Vous pouvez avoir la chambre que vous voulez, annonce la réceptionniste. L'hôtel est vide. C'est vraiment mort. »

Les chambres sont offertes au prix de 109 \$, service de voiturier

ont frappé la ville. Et, l'an dernier, la hausse du prix du pétrole a affaibli l'industrie aérienne, qui amène les clients. »

Las Vegas, dit M. Schwer, connaît une année morose. Certains grands hôtels et des casinos vont faire faillite « à coup sûr », croit-il.

« Aller à Las Vegas n'est pas une priorité quand vous venez de perdre votre emploi. Je crois que la ville va repartir quand les gens vont recommencer à travailler partout aux États-Unis. »

Quant aux finances du Trump Entertainment Resort, elles sont loin d'être aussi flamboyantes que l'homme qui dirige l'entreprise et qui donne son nom à la nouvelle tour dorée. Les actions de Trump se vendent environ 25 cents ces jours-ci. En 2006, elles valaient plus de 20 \$.

#### Elvis ne chôme pas

Les chapelles de mariage sont alignées sur plusieurs coins de rue le long du Las Vegas Boulevard. À la Chapelle Viva Las Vegas, le propriétaire, Ron Decar, a un look flamboyant: il est vêtu d'une combinaison moulante blanc et or et de lunettes fumées – son costume d'Elvis.

Les affaires vont bien. Il officie lui-même une douzaine de fois par jour. La crise économique, dit-il, fait grimper son chiffre d'affaires.

« Les gens n'ont plus les moyens d'organiser des mariages à 20 000 \$. Alors ils viennent à Las Vegas. Ici, on fait un mariage pour 500 \$. Et les chambres d'hôtel sont pratiquement données. »

Cet après-midi, M. Decar doit

célébrer le mariage de Morgan et Robert, un couple venu d'Arizona. Il s'excuse et va ouvrir la porte de la chapelle. L'endroit est bondé.

« Elvis est vivant, et il est ici pour célébrer l'amour! » lance-t-il au micro, avant d'entamer les premières paroles de *Can't Help Falling in Love* tandis qu'un assistant l'accompagne au synthétiseur.

#### La police veille

Dans Main Street, une voiture de police apparaît à l'horizon. La voiture arrête devant la rangée de tentes installées sur le trottoir. Un policier sort. Il s'avance et parle aux sans-abri. Ceux-ci commencent tranquillement à défaire leur tente et à placer leurs effets dans leur vieux panier d'épicerie.

Doran L. Black soupire et se lève. Il entreprend de démonter sa tente.

« C'est comme ça tous les jours, dit M. Black, qui a perdu son emploi dans la construction il y a 13 mois, et qui dort dans sa tente depuis. Les policiers passent et nous ordonnent de plier bagage et de circuler. Ils suivent les ordres. Ils ne sont pas violents – tant qu'on leur obéit. »

Des dizaines de corps sales se mettent en mouvement. La masse humaine se déplace de l'autre côté de la rue, comme l'ont demandé les policiers, qui regardent la scène, les bras croisés.

Dans une heure, les premiers sans-abri retourneront au même endroit, et commenceront à monter leur tente à temps pour la tombée de la nuit.

#### COURRIEL

Pour joindre notre journaliste: nicolas.berube@lapresse.ca

## Un red light pour aider la ville?

NICOLAS BÉRUBÉ

LAS VEGAS, Nevada — Comment faire grimper les revenus de Las Vegas en cette période de morosité?

Le maire de l'endroit a une idée: créer un *red light* en plein cœur de la ville. Un projet qui générerait 200 millions en revenus d'impôts, selon lui.

« Avec cet argent, vous pouvez acheter un tas de manuels scolaires, et payer un tas de professeurs », a récemment dit le maire, Oscar Goodman, pour faire valoir son point.

Au Nevada, la prostitution n'est légale que dans les comtés ayant moins de 200 000 habitants. Un règlement conçu pour éloigner la prostitution des deux grandes villes de l'État: Las Vegas et Reno.

Or, personne n'est dupe: les services d'escortes et les salons

de massage s'adonnent à leurs activités en toute liberté à Las Vegas. Entre cette situation et la création d'un véritable *red light*, il n'y a qu'un pas, que le maire et les propriétaires de maisons de prostitution du Nevada voudraient bien franchir.

Étonnamment, ceux qui s'opposent à un tel projet sont... les prostituées elles-mêmes. Plusieurs escortes illégales de Las Vegas interrogées récemment par le *L.A. Times* ont dit qu'elles ne voient pas d'intérêt à travailler dans une maison close.

Pourquoi? Parce que ce n'est pas assez payant.

« Donner la moitié de ma paie au propriétaire du bordel? Non merci. C'est carrément du vol », a confié l'une d'entre elles au *L.A. Times*.



Des chômeurs campent dans des tentes sur le trottoir de Main Street. De temps à autre, des policiers les somment de démanteler leur abri de fortune et de circuler.

PHOTO PÉNÉLOPE FORTIER, COLLABORATION SPECIALE

LE TOUR DU GLOBE

**SRI LANKA**  
Cessez-le-feu  
rejeté

Le gouvernement du Sri Lanka a rejeté hier une proposition de cessez-le-feu des Tigres tamouls. Les rebelles séparatistes se disent prêts à négocier avec Colombo, mais refusent de déposer leurs armes. En position de force sur le terrain, le gouvernement exige pour sa part une reddition complète, sans conditions. Le conflit s'est donc poursuivi hier dans la petite enclave du sud-est du pays où les Tigres tamouls sont encerclés. L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a estimé la semaine dernière que quelque 2000 civils avaient été tués ces derniers mois et a accusé les deux camps de crimes de guerre. - AP

**AUSTRALIE**  
Nouveaux brasiers

Des centaines d'habitants ont fui leurs maisons hier dans le sud-est de l'Australie alors que des vents violents ont rallumé ou déclenché de nouveaux départs de feu, faisant craindre une nouvelle série d'incendies après ceux qui ont tué plus de 200 personnes. Certains de ces feux brûlent depuis des semaines même s'ils ont pu être contenus à des secteurs non peuplés. Mais après plusieurs jours de températures autour des 20 degrés Celsius, le mercure a brusquement atteint les 35 degrés Celsius hier alors que les fortes rafales de vent ont rallumé au moins deux feux. - AP

**ÉTATS-UNIS**  
Confiance dans  
le président

Les Américains sont optimistes et font confiance au leadership de leur président, ce qui devrait fournir à Barack Obama le poids nécessaire pour affronter les défis économiques du pays et l'opposition de presque tous les républicains du Congrès, selon les résultats du plus récent sondage de *New York Times* et de CBS. Une majorité des personnes interviewées venant des deux partis ont indiqué que Barack Obama s'efforce de travailler de façon « bipartisane », mais que les républicains bloquent ses efforts. - La Presse

LES MOTS DU JOUR  
*Jay Ho!*

C'est en criant le refrain de la chanson du film *Slumdog Millionaire*, *Jay Ho* (qui signifie victoire), que des centaines d'Indiens ont célébré l'issue de la soirée des Oscars hier. Le film, tourné à Bombay et mettant en vedette des enfants des bidonvilles, a reçu huit Oscars dimanche soir. En Inde, il était déjà lundi matin quand les amis et voisins des enfants-acteurs du film ont appris que l'opus de Danny Boyle était sacré meilleur film de l'année.

Exportation d'armes vers Israël et le Hamas

**Amnistie internationale**  
demande un embargo

LAURA-JULIE PERREAULT

Accusant l'armée israélienne et le Hamas de commettre des crimes de guerre contre des civils, Amnistie internationale demande aux Nations unies d'imposer le plus tôt possible un embargo total sur les armes à destination des deux belligérants.

« Israël et le Hamas utilisent tous les deux des armes obtenues de pays étrangers pour attaquer des civils, selon de nouvelles preuves obtenues par Amnistie », écrit l'organisation dans un communiqué qui accompagne un rapport de 38 pages, rendu public hier à Londres.

Le document a été préparé par une équipe de rapporteurs, dont un expert en armement, qui s'est rendue à Gaza et dans le sud d'Israël du 4 janvier au 4 février pour observer la situation après le déclenchement par l'État hébreu d'une opération militaire dans l'enclave palestinienne le 27 décembre.

Les premières pages du document sont consacrées à la description d'utilisation illégale d'armes, notamment dans le cas d'attaques directes ou à l'aveugle contre des civils, toutes deux prohibées par le droit de la guerre.

**Phosphore fumant**

Amnistie soutient notamment détenir la preuve irréfutable que l'armée israélienne a utilisé des obus au phosphore dans les zones palestiniennes densément peuplées. Ces obus, chargés de contenu hautement inflammable, sont habituellement utilisés sur un champ de bataille pour créer un écran de fumée. Lorsque relâchés dans des secteurs habités, ils sont hautement dommageables et causent des blessures profondes difficiles à traiter.

« L'armée israélienne soutient qu'une seule de ses unités a utilisé ce genre d'obus par erreur. Mais ce n'est pas ce que nous avons vu sur le terrain. Partout dans Gaza, nous avons retrouvé des restes encore fumants », a dit hier à *La Presse* Donatella Rovera, une des auteures du rapport, jointe à



PHOTO BEN CURTIS, ASSOCIATED PRESS  
Fatma Zidane El-Banneh, 8 ans, et sa mère Azza, sont revenues la semaine dernière à l'école Beit Lahiya, dans le nord de la bande de Gaza. C'est là, clame Azza, que sa fille a été brûlée par le phosphore d'un obus israélien.

Londres. Plusieurs des obus trouvés portaient clairement la marque de fabrication américaine.

Ce dernier point n'est pas anodin, pour Amnistie internationale. Car si le rapport fait état de violations perpétrées par les forces armées israéliennes et le Hamas, son principal objectif est de dénoncer la vente des armes par des tiers pays.

Puisque la plupart des roquettes lancées par le Hamas dans les villes israéliennes du sud du pays sont construites à partir de composantes de multiples provenances, les experts ont eu de la difficulté à identifier les pays pourvoyeurs. Ce n'est cependant pas le cas pour Israël. Plus de 95 % des armements étrangers utilisés par les forces armées proviennent des États-Unis. Depuis 2002, l'administration Bush a fourni l'équivalent de 19 milliards US en aide militaire directe à Israël, apprend-on dans le rapport.

Une vingtaine d'autres pays, dont la Roumanie, la France et

l'Allemagne, sont aussi parmi les pays qui fournissent Israël en armements. Le Canada n'est pas du compte.

Amnistie demande aux pays exportateurs de mettre fin immédiatement au transfert d'armes. « Plusieurs d'entre eux n'ont pas respecté leurs propres lois nationales qui interdisent d'exporter des armes si ces dernières sont utilisées pour commettre des crimes de guerre », remarque M<sup>me</sup> Rovera.

**Israël furieux**

Le nouveau rapport a soulevé l'ire du ministre israélien des Affaires étrangères. « Jamais l'armée n'a volontairement pris des civils pour cibles. Ceux qui ont fait des témoignages (...) sont sous pression du Hamas », a rétorqué le Ministère par voie de communiqué.

Dans le rapport, Amnistie donne notamment la parole à une adolescente de 16 ans hospitalisée après qu'un obus au phosphore eut atterri au premier étage de sa maison. Brûlée

aux jambes et aux visages, elle décrit son désarroi. « La douleur est perçante. C'est comme s'il y avait un feu qui brûlait en moi. C'est trop difficile à supporter », témoigne Samia Salman Al-Manay'a. Au cours des trois semaines qu'a duré l'opération militaire dans la bande de Gaza, les forces armées israéliennes ont tué 1300 Palestiniens, dont quelque 300 enfants. Pendant ce temps, les tirs de roquettes par le Hamas et d'autres groupes palestiniens vers les villes du sud d'Israël ont tué au moins trois personnes et en ont forcé des centaines d'autres à fuir leurs résidences.

**CYBERPRESSE.CA**  
**GALERIE DE PHOTOS**  
Pour voir des photos liées au rapport d'Amnistie internationale, consultez [cyberpresse.ca/ammistie](http://cyberpresse.ca/ammistie)

**Un ex-détenu de Guantánamo**  
retourne en Grande-Bretagne

SELON L'AFP

LONDRES — Binyam Mohamed, premier détenu de Guantánamo transféré depuis l'entrée à la Maison-Blanche de Barack Obama, est arrivé en Grande-Bretagne hier après plus de quatre ans passés dans le camp américain, affirmant avoir subi un calvaire digne de ses « pires cauchemars ».

Le jet privé transportant l'ex-résident britannique de nationalité éthiopienne a atterri sur

la base militaire de Northolt, au nord-ouest de Londres, en début d'après-midi.

« Je suis heureux que Binyam Mohamed soit rentré au Royaume-Uni après avoir été libéré de Guantanamo », s'est félicité le ministre des Affaires étrangères David Miliband. Cette libération est le résultat « d'intenses négociations avec le gouvernement américain » selon lui.

L'ex-détenu d'une trentaine d'années était accompagné de membres du Foreign Office,

de policiers britanniques et du médecin qui lui a rendu visite à Guantánamo la semaine dernière pour vérifier qu'il était en état de rentrer, a précisé le ministre.

Le jeune homme, qui avait entamé une grève de la faim au début du mois, est sorti de l'avion sans assistance avant d'être immédiatement interrogé par la police dans le cadre d'une enquête.

Binyam Mohamed a été arrêté au Pakistan en 2002 sur des soupçons de terrorisme avant d'être emmené au Maroc et en

Afghanistan où il dit avoir été torturé. Il était suspecté de s'être entraîné dans un camp d'Al-Qaeda en Afghanistan et de préparer une « bombe sale » avec des matériaux radioactifs, mais toutes les accusations formelles à son égard ont été levées.

Londres devrait accorder à M. Mohamed un droit de séjour temporaire avant d'examiner en détail son statut migratoire.

Le transfuge de Guantánamo a fait une déclaration par le biais l'un de ses avocats, Clive Stafford Smith. « J'ai vécu une expérience que je n'aurais jamais pu imaginer dans mes pires cauchemars (...) Il est toujours difficile pour moi d'imaginer que j'ai été enlevé, transporté d'un pays à un autre, et torturé de façon médiévale, tout cela étant orchestré par les États-Unis », a-t-il déclaré.

**30 à 50% de réduction. Voyagez au printemps et économisez.**

Réservez d'ici au 26 février 2009. Voyagez d'ici au 24 juin 2009.  
Pour les destinations canadiennes et américaines, voyagez un mardi, un mercredi ou un samedi†.

<b>79\$</b> Toronto	<b>145\$</b> Winnipeg	<b>159\$</b> Halifax	<b>175\$</b> Nassau, Bahamas • St. John's	<b>180\$</b> Punta Cana*
<b>189\$</b> Calgary • Regina • Saskatoon	<b>195\$</b> Edmonton	<b>195\$</b> La Romana* • Barbade*	<b>205\$</b> Abbotsford • Kelowna	<b>215\$</b> Puerto Plata*
<b>215\$</b> Vancouver	<b>219\$</b> Las Vegas	<b>235\$</b> Sainte-Lucie*	<b>275\$</b> Fort McMurray • Grande Prairie	<b>279\$</b> Los Angeles

Réservez maintenant sur [westjet.com](http://westjet.com), composez le 1 877 956 6982 ou communiquez avec votre agent de voyages.

**Moins de 72 heures pour économiser.**

**WESTJET**  
PARCE QUE LE PROPRIÉTAIRE TIENT

\*Le service pour les vols à destination de La Romana, Puerto Plata, Punta Cana, Sainte-Lucie et la Barbade se termine la semaine du 27 avril 2009. †Les tarifs s'appliquent aux réservations effectuées au plus tard le 26 février 2009 (23 h 59, heure normale des Rocheuses) pour les vols effectués d'ici au 24 juin 2009. Pour les destinations canadiennes et américaines, les tarifs s'appliquent au vols effectués un mardi, un mercredi ou un samedi. Les taxes additionnelles, les frais et les suppléments sont en sus, s'il y a lieu. Les tarifs annoncés incluent déjà le rabais. Le rabais s'applique aux tarifs réguliers de WestJet les plus bas. Sièges en nombre limité et pouvant ne pas être disponibles sur tous les vols. Nouvelles réservations seulement. Les billets doivent être achetés à l'avance. Non remboursable. Offre pouvant être combinée avec d'autres tarifs. Il est possible que certains vols ne soient pas offerts chaque jour de la semaine. Tarifs pour allers simples. Visitez [westjet.com](http://westjet.com) pour plus de détails.

# FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trotter > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAUX

# Le triomphe d'un groupuscule



apratte@lapresse.ca  
**ANDRÉ PRATTE**

La chef du Parti québécois, Pauline Marois, a demandé à ses députés de ne plus soutenir, par leur publicité, le journal indépendantiste radical *Le Québécois*. Il faut louer cette décision courageuse de M<sup>me</sup> Marois. Encore une fois, elle n'a pas hésité à affronter la petite aile pure et dure de son parti, ce que n'avaient pas osé faire ses prédécesseurs Bernard Landry et André Boisclair.

Il faut tout de même déplorer que l'establishment indépendantiste ait mis tant de temps à prendre ses distances de ce groupuscule et de son bruyant allié Pierre Falardeau. Si *Le Québécois* et ses diverses incarnations n'ont jamais fait appel à la

violence, leur manifeste fait bel et bien l'éloge des « combattants » du FLQ. En outre, ils ne cessent d'insulter ceux qui ont le malheur de ne pas partager leur point de vue. Leurs propos sont carrément hostiles au Canada anglais, à l'encontre de l'approche respectueuse que prône Gilles Duceppe.

Rappelons de plus l'odieuse campagne menée contre Michaëlle Jean, lorsque celle-ci a été nommée gouverneure générale. Il y a eu aussi l'article offensant publié par M. Falardeau au lendemain du décès de Claude Ryan. Le même Falardeau qui a dit des Québécois qu'ils formaient « un peuple de vieux pis de mous qui s'intéresse juste à ses crises de REER et au taux de pH dans sa

piscine ». Cela n'a pas empêché Bernard Landry de signer la post-face d'un recueil d'articles publiés dans *Le Québécois*, dont celui du cinéaste au sujet de M. Ryan. Cette hésitation des leaders souverainistes à se dissocier de Falardeau et compagnie est d'autant plus étonnante que ces derniers ont tout des « sectaires » dénoncés récemment par le président Sarkozy, un qualificatif qu'exècrent avec raison M<sup>me</sup> Marois et M. Duceppe.

On sent dans le mouvement indépendantiste un certain malaise à l'endroit de ce nouveau militantisme. *Le Québécois* fait preuve d'un zèle incomparable (« Le Québec libre est l'espoir des peuples enchaînés », soutient le manifeste du Réseau de résistance du Québécois!). Habiles et infatigables, ces guerilleros intellectuels créent partout la controverse et définissent parfois les enjeux avant le PQ et le Bloc, forçant ces derniers à réagir. C'est le RRQ qui a présenté la commémoration de la Bataille des plaines d'Abraham comme une fête – alors qu'il n'y avait rien de tel dans la programmation –, qui a dénoncé l'initiative et menacé de la perturber. Péquistes et bloquistes n'ont fait que suivre le mouvement.

Le plus navrant, c'est que ces quelques militants ont fait reculer la Commission des champs de bataille nationaux. Il faut dire que la Commission s'est tout de suite trouvée isolée, ne bénéficiant d'aucun appui significatif parmi les politiciens fédéralistes, sauf celui de Josée Verner. Il ne s'est donc trouvé personne pour répliquer aux arguments grossiers du Québécois. De sorte que le fondateur du Québécois, Patrick Bourgeois, pouvait parler en fin de semaine de sa « victoire aux dépens du Canada ».

Nul doute que le groupuscule indépendantiste se trouvera enhardi par cette capitulation des fédéralistes québécois. C'est une mauvaise nouvelle pour ces derniers. Mais peut-être aussi pour la majorité modérée du mouvement souverainiste.

# L'autobus athée



mroy@lapresse.ca  
**MARIO ROY**

L'Association humaniste du Québec financera une modeste campagne de publicité véhiculée aux flancs de 10 autobus montréalais et destinée à promouvoir l'athéisme. L'affichage se fera du 2 au 27 mars. Comme les badauds de plusieurs autres villes dans le monde, les Montréalais pourront lire: « Dieu n'existe probablement pas. Alors, cessez de vous inquiéter et profitez de la vie. »

Sur les flancs de 10 autobus montréalais, on pourra lire: « Dieu n'existe probablement pas... »

Comme cela s'est fait ailleurs, l'AHQ financera cette publicité en faisant appel à la générosité et à la conscience du public. Au Canada anglais, la Freethought Association of Canada a recueilli 45 000\$ pour soutenir de semblables campagnes.

Tout cela a débuté en Grande-Bretagne, sur les célèbres autobus londoniens. L'affaire s'est ensuite étendue au reste du monde. Ici, le réseau de transport public de Toronto accueille ces affiches. Mais d'autres sociétés paramunicipales, à Halifax et Ottawa en particulier, ont refusé. La Société de transport de Montréal, elle, a donc accepté.

Dans le passé, la STM a déjà véhiculé des pubs de l'Archevêché de Montréal. Il lui est également arrivé de refuser des affiches: il y a un an, l'image proposée pour promouvoir

la pièce de théâtre *Blastée*, qui montrait un homme ensanglanté, avait ainsi été écartée. L'organisme n'a pas de politique particulière en ce qui concerne les messages à saveur religieuse... ou athée.

« Est-ce que ça peut faire problème? » demande, inquiète, une porte-parole de la STM à *La Presse*.

Hélas! Oui, ça peut. Le Canada Christian College, l'évêque catholique de Calgary et le Conseil suprême islamique du Canada ont notamment protesté au Canada anglais, certains qualifiant la publicité d'« attaque » ou d'« offense » à l'endroit des croyants.

Pourtant, il s'agit littéralement d'une œuvre de salubrité intellectuelle et morale. Depuis 2001, en particulier, la place qu'occupent les divers dieux dans l'espace public (un message disséminé parfois de façon posée, mais parfois aussi de façon violente et intolérante) est devenue gigantesque.

Fort heureusement, il commence à y avoir une saine réaction à ce phénomène, dont la campagne d'origine britannique est un exemple.

Depuis quelques mois, des plaidoyers sous forme d'essais de Richard Dawkins ou Christopher Hitchens sont devenus des best-sellers. À Washington, il y a un mois, un président américain a pour la première fois parlé des athées (on en trouve 16% aux États-Unis) dans son discours inaugural. À Hollywood, le documentaire de l'année 2008 aura certainement été *Religulous*, avec Bill Maher, qui jette un regard aussi désopilant que désespérant surtout sur les diverses déclinaisons du christianisme – Maher se montre beaucoup plus prudent avec les autres fois monothéistes...

Et cette résurrection (!) d'un militantisme athée plutôt soft serait « offensante »? L'argument se retourne: certaines manifestations de la foi peuvent aussi « offenser » ceux que les dieux exaspèrent ou laissent indifférents.

Jusqu'à nouvel ordre, ils ont droit de parole, eux aussi.



serge.chappleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

FORUM@LAPRESSE.CA

## Quelle utopie!

Bien oui, pourquoi on n'y avait pas pensé avant: déclenchons un référendum sur la souveraineté du Québec le plus tôt possible pour permettre au Québec de s'immuniser contre la tempête économique mondiale. Je n'en reviens juste pas. L'art de dire n'importe quoi aux Québécois, je crois que Pauline Marois l'a bien appris. Le Parti québécois prend le peuple québécois pour un imbécile, car la dernière chose que celui-ci veut entendre parler, c'est bien de la souveraineté du Québec. Le Parti québécois devrait arrêter de promouvoir leur projet utopique et commencer à recentrer son discours nationaliste.

Simon Leduc, ancien membre du Parti québécois et du Bloc québécois

## Pauline Marois a raison

Enfin, le gros bon sens a gagné! Par votre décision de vous dissocier et de dénoncer Patrick Bourgeois (du Réseau de résistance du Québécois), dans le contexte de la bataille des plaines d'Abraham, et d'arrêter le financement à son journal, Pauline Marois démontre que le PQ n'est pas un refuge pour tous les nationalistes, qu'importe leurs idées. Trop d'imbécillités ont été dites. Votre intervention, M<sup>me</sup> Marois, est un signe qu'il y a une limite à promouvoir



PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

Pauline Marois

les exagérations. M. Bourgeois nuit à la bonne réputation de vos partisans et de vos membres. Merci de continuer à dénoncer ces individus qui ont besoin d'une petite retraite fermée pour être rééduqués à la démocratie et à la paix sociale.

Jean-Charles Raby, Orléans

## Rien de substantiel

Pauline Marois fait la promotion de la souveraineté, mais ne propose aucun moyen concret pour y parvenir. Ce sont des idées aussi vagues qu'imprécises, rien de substantiel. En un mot, faites-nous confiance et tout marchera sur des roulettes... Ce n'est pas ainsi que les souverainistes arriveront à convaincre les

gens d'ici du bien-fondé de leur option. Serait-ce le vide de celle-ci qui tient lieu de démarche?

Pierre Bissonnette, Laval

## Pas une recette magique

Votre éditorial, M. Pratte – « Une insulte à l'intelligence » –, est profondément malhonnête. Vous écrivez: « Les États-Unis, la Chine, la France ne savent plus quel geste poser pour relancer leur économie. Et un Québec indépendant, lui, trouverait la recette magique? » Personne n'a parlé de « recette magique ». M<sup>me</sup> Marois a dit qu'un Québec indépendant réussirait mieux. C'est tout. Vous avez le droit d'être en désaccord, mais vous n'avez pas le droit d'inventer des propos pour mieux mépriser l'adversaire.

Claude Boulay, Trois-Rivières

## Moment mal choisi

Pendant que le reste de la planète tente de conjuguer ses efforts, non sans heurts, afin d'endiguer ce cataclysme, gracieuseté des « autorégulés » de Wall Street, M<sup>me</sup> Marois nous ressort que le Québec serait mieux armé pour faire face à cette crise s'il était indépendant. Croyez-vous vraiment que l'heure est aux schismes et aux tiraillements constitutionnels? Le moment est mal choisi.

Denise Dussault, Montréal

## Une société malade

Je suis le grand-père de quatre adorables petits-enfants et le drame qui s'est produit à Piedmont m'attriste profondément. J'ai été soigné par le père, un cardiologue, en 2008. Sa gentillesse et son grand professionnalisme sont ce qui le décrit le mieux. Jamais je ne pourrai croire que c'est par esprit de vengeance qu'il aurait agi. Je pense que c'est plutôt symptomatique d'une société gravement malade. Nous avons peut-être perdu de belles valeurs familiales au profit d'une forme de matérialisme crasse. Un homme et une femme qui s'unissent dans le but éventuel d'avoir des enfants doivent être conscients des responsabilités associées à cette décision. Ils ont un rôle de première importance dans la société et c'est de former des adultes responsables. Pour cela, l'enfant doit être encouragé et supporté par les deux parents. Une bonne partie de ce qu'il sera à l'âge adulte se joue dans le jeune âge de l'enfant. Il est toutefois désolant de constater le nombre grandissant de divorces chez les couples ayant de jeunes enfants. Beaucoup de gens sont obnubilés par les acquisitions matérielles. Les couples travaillent beaucoup pour satisfaire ces besoins créés par un marketing très agressif; il en résulte qu'il reste moins de temps à passer avec la famille. Le couple souvent s'étirole et, bien souvent, les jeunes enfants en paient le prix.

Germain Raymond

PARTICIPEZ AU BLOGUE DE L'ÉDITO – www.cyberpresse.ca/edito

ANDRÉ PRATTE

Après Dumont, le déluge?



NATHALIE COLLARD

Snowboard dans le ciel de Québec.

# Le gel et la gélatine



**LYSIANE GAGNON**  
lgagnon@lapresse.ca

Augmenter les tarifs – pour l'électricité, la SAAQ, la CSST, la Régie des rentes et *tutti quanti*? Lors du conseil national du Parti québécois, ce dernier week-end, Pauline Marois a pris son courage à deux mains et indiqué qu'elle pourrait favoriser une hausse de tarifs... une fois la « crise » passée.

**À en croire le PQ, qui réclame des gels sur tous les tarifs, le Québec devrait devenir une grosse banquise!**

La crise a bon dos. Elle sert de prétexte pour reporter tous les changements à la semaine des quatre jeudis. À en croire le PQ, qui réclame des gels sur tous les tarifs sans exception, le Québec devrait devenir une grosse banquise!

Les libéraux de Jean Charest, faut-il dire, ne sont pas loin de la même philosophie. Ce gouvernement, qui est en voie d'atteindre le record de l'immobilisme, entend lui aussi, à l'instar de l'opposition péquiste, « geler » pour l'éternité les tarifs des garderies... même si le coût des places augmente et que la contribution parentale, minimale dès le départ, est passée de 16,2 % en 2004-05 à 14 %.

Le Québec n'a pas les moyens de s'offrir ce genre de luxe. Ce soi-disant « choix de société » n'en est même pas vraiment un, dans la mesure où les familles qui bénéficient le plus de ces garderies quasiment gratuites sont celles de la classe moyenne supérieure, qui sait s'organiser pour retenir des places à l'avance. Certes, les tarifs ne devraient jamais dépasser un certain seuil, parce que les garderies publiques favorisent la natalité et le maintien des femmes sur le marché du travail. Mais le bon sens dicterait l'imposition d'une hausse modeste et raisonnable. Pourquoi les garderies seraient-elles plus intouchables que le lait, les couches et les poussettes... dont les prix augmentent sans que personne ne monte aux barricades?

Pire, M. Charest est allé promettre la syndicalisation des « travailleuses en milieu familial » – garde à domicile, services d'appoint dans le réseau de la santé, etc. – en annonçant au beau milieu de la campagne électorale que Québec n'en appellerait pas d'un jugement de la Cour supérieure. Cet engagement électoral, à la traîne d'un verdict contestable, coûtera plus de 1 milliard par année aux contribuables. On ne demande pas aux juges d'être responsables, eux qui officient dans leur bulle sans tenir compte des réalités, mais c'est bien le moins que l'on doive exiger d'un chef de gouvernement.

On se serait attendu, à tout le moins, à ce que le gouvernement Charest, une fois réélu, dégèle pour de bon les droits de scolarité. Car enfin, est-ce qu'on est dans une « crise » ou non? Si oui, il faut mettre fin à ce transfert massif des fonds de l'État aux privilégiés que sont les futurs diplômés universitaires – un sacrifice qui n'a même pas servi à augmenter le niveau de scolarité au Québec! Mais, bien sûr, ç'aurait été un geste trop audacieux pour ce gouvernement timoré.

Sur la question des tarifs, on passe du gel à la gélatine. Le gouvernement, englué dans une gelée à moitié prise, se meut dans l'incohérence. Après avoir jeté à la poubelle le rapport Montmarquette qu'il avait lui-même commandé (en sachant très bien ce que M. Montmarquette, qui n'est pas un inconnu, allait proposer), le gouvernement suggère maintenant aux citoyens internautes de lire ce rapport pour réfléchir sur l'opportunité de hausser la tarification d'Hydro-Québec et d'autres organismes parapublics! Quelle hypocrisie!

Au lieu de se cacher derrière le rapport Montmarquette et les sociétés d'État, M. Charest aurait dû prendre le micro et expliquer franchement aux citoyens pourquoi des hausses de tarifs sont indiquées. N'avait-il pas demandé un troisième mandat pour mettre « une seule paire de mains sur le volant »?

# Pourquoi calquer nos voisins?

## Cette fois, la récession pourrait frapper moins durement le Québec et le Canada que les États-Unis

**JEAN BOIVIN ET ROBERT GAGNÉ**  
*Les auteurs sont professeurs à l'Institut d'économie appliquée, HEC Montréal; M. Boivin est également titulaire de la chaire de politique monétaire et marchés financiers, alors que M. Gagné est vice-président du CIRANO.*

Les États-Unis subissent l'une des crises financières les plus importantes des 75 dernières années, d'une ampleur similaire à ce que les Japonais ont connu à la fin des années 80. Le ralentissement économique américain qui en découle est bien réel et, à moins d'un revirement inespéré au cours des deux prochains mois, sera le plus important depuis la Grande Dépression (mais, soulignons-le à gros trait, que nous sommes encore très loin de l'ampleur de celle-ci). Bien qu'il y ait des divergences d'idées fondamentales sur les façons de faire, la nécessité d'agir de manière agressive aux États-Unis fait l'objet d'un large consensus. L'administration Obama le répète sans cesse: le péril de ne pas agir suffisamment est beaucoup plus grand que le péril de trop agir.

Au Canada et au Québec, cette situation nous ébranle profondément. Comment pouvons-nous sortir indemnes de cette situation? Impossible, évidemment, puisque c'est notre principal partenaire commercial qui est en détresse. Mais une fois cela dit, il semble qu'un raccourci nous amène soudainement à percevoir que ce que vivent nos voisins du Sud devient notre réalité. Et à mesure que cette perception s'installe, la pression politique s'accroît au Québec et au Canada: une majorité semble demander des actions concrètes, rapides et agressives pour contrer les difficultés économiques actuelles.

Or, si le ralentissement économique se manifestait différemment au Canada et au Québec qu'aux États-Unis, le dosage de nos interventions ne devrait-il pas être différent? Avant de simplement calquer nos voisins qui gèrent leur propre situation et ont en leur pouvoir de s'attaquer à la source du problème, il semble utile d'aller au-delà de l'anecdote et de jeter un coup d'œil sur la façon dont ce ralentissement se répercute chez nous jusqu'à maintenant.

### Pas comme les autres

La détresse économique américaine se traduit par une diminution des exportations québécoises. Les effets du repli des exportations se font rapidement sentir et se manifestent généralement par des pertes d'emplois. À ce sujet, il est intéressant de comparer les pertes d'emplois des récessions de 1981 et 1990 à celles d'aujourd'hui au Québec, au Canada et aux États-Unis.

On remarque que pour les récessions de 1981 et 1990, les pertes d'emplois au Québec et au Canada suivaient de très près celles survenues aux États-Unis. Toutefois, les pertes d'emplois ont été beaucoup plus importantes ici que chez nos voisins du Sud. De plus, la période de récupération a été significativement plus longue ici pour les deux précédentes récessions (près de 68 mois au Québec à la suite de la récession de 1990, comparativement à environ 32 mois aux États-Unis). Sur la base de cette analyse, il est possible que l'avenir s'annonce plutôt sombre de ce côté-ci de la frontière.

En examinant la situation actuelle, on réalise que le passé n'est pas nécessairement garant du futur. Alors que dans le passé, les pertes d'emplois québécoi-

ses et canadiennes suivaient presque immédiatement les pertes d'emplois aux États-Unis, présentement, 14 mois après le début de la récession aux États-Unis, nous n'avons toujours pas observé ici de détérioration marquée et soutenue de l'emploi.

On remarque aussi que la récession actuelle donne lieu à une détérioration du marché de l'emploi aux États-Unis qui est similaire à la détérioration observée en 1981. Alors que la récession américaine

**Le risque de trop agir et d'hypothéquer notre avenir est une préoccupation qu'on ne peut évacuer.**

prend de plus en plus les allures de la récession de 1981-1982, qui fut importante, ici les effets néfastes se font encore attendre, ce qui est très atypique. Pourquoi? Peut-être est-ce dû au fait que ce ralentissement appréhendé trouve sa source purement à l'extérieur de notre économie? Peut-être est-ce que la campagne agressive de la Banque du Canada a limité les dégâts? Une chose est certaine, dans les circonstances, bien malin celui qui pourra prédire l'impact ultime de la récession américaine au Québec et au Canada.

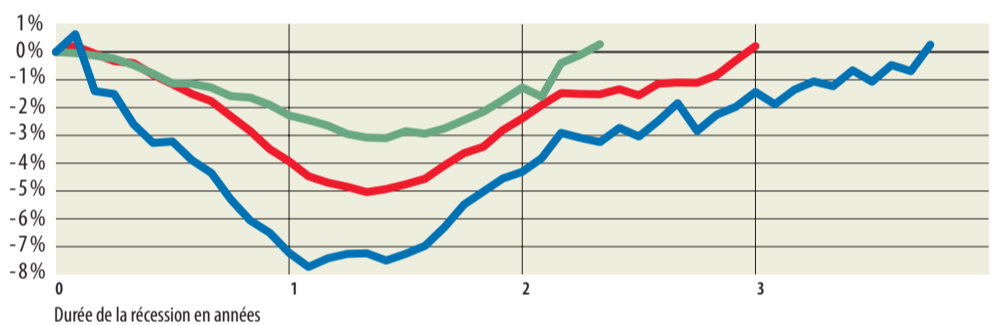
### Que faut-il faire?

Face à cette situation atypique, la prudence s'impose. Contrairement aux États-Unis où un ralentissement important ne fait pas de doute, l'ampleur ici demeure incertaine. Le risque de trop agir et d'hypothéquer notre avenir est une préoccupation qu'on ne peut évacuer. Cela est important de le souligner, d'autant plus que notre marge de manœuvre financière est très limitée, puisque nous devons supporter une dette très lourde, héritage de 40 années d'un certain laxisme en matière de finances publiques.

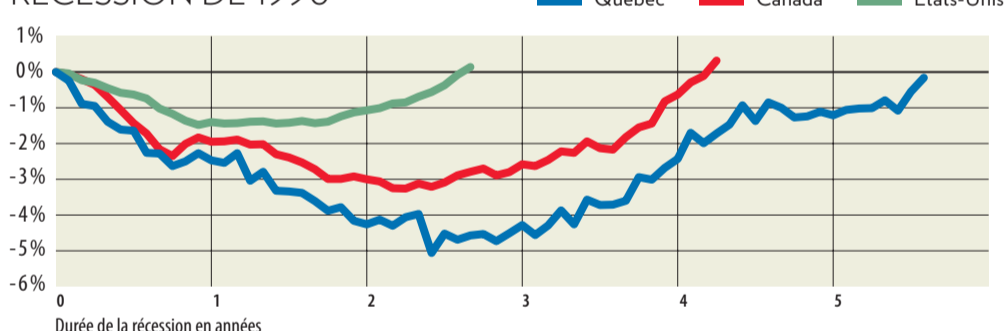
Déjà, Québec a mis en place un programme d'investissements en infrastructures de 41,8 milliards de dollars sur cinq ans. Il s'agit d'une somme énorme, comparable en proportion au plan de stimulus américain. Dans ses actions, le gouvernement du Québec doit tenir compte de sa situation particulière. Compte tenu de l'incertitude actuelle, le gouvernement du Québec devrait préparer l'avenir en tenant compte de sa situation financière précaire. Le prochain budget attendu en mars devrait prévoir des mécanismes d'ajustements en cas d'aggravation de la crise. Par exemple, il devrait prévoir des mesures qui ne seraient mises en œuvre que si le chômage devait s'accroître rapidement. Rien ne sert pour le moment de jouer au devin. Par ce budget, donnons-nous plutôt les moyens d'agir mieux et rapidement en cas de besoin.

## PERTES D'EMPLOIS

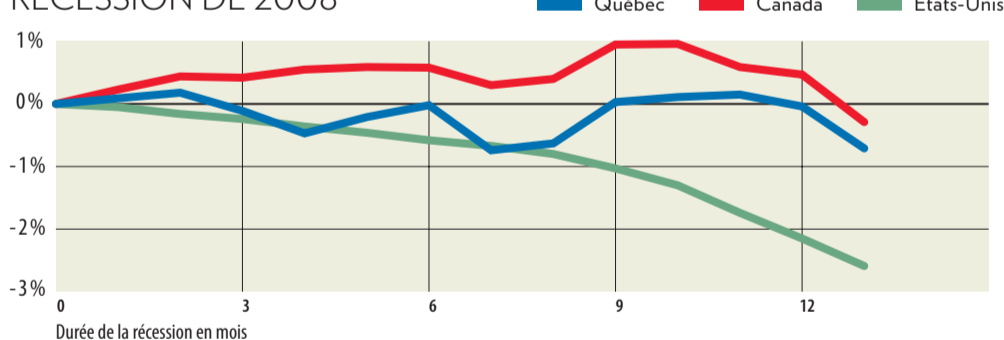
### RÉCESSION DE 1981



### RÉCESSION DE 1990



### RÉCESSION DE 2008



Source: Enquête sur la population active, Canada et Québec et Current Employment Survey, États-Unis

# Ma poignée de main à Barack Obama

**CHRISTIAN FEUILLETTE**



*L'auteur habite Montréal.*

Étant l'un des rares privilégiés à avoir pu approcher Barack Obama lors de sa visite éclair à Ottawa jeudi dernier, je veux vous faire partager mon expérience mémorable.

À la veille de partir pour l'Inde, je devais aller chercher mon visa indien à Ottawa, rue Springfield, dans le quartier des ambassades (Springfield est le même nom que la capitale de l'Illinois où Obama était sénateur). Comme l'on remet la demande de visa le matin et qu'on récupère le passeport en fin d'après-midi, j'ai décidé, histoire de passer le temps, d'aller faire un tour du côté de la colline parlementaire, et peut-être d'assister au passage de la limousine blindée présidentielle.

L'attente était longue, mais j'ai patienté surtout pour avoir le plaisir de raconter l'anecdote à mon fils de 15 ans, admirateur inconditionnel d'Obama (personnellement, je penchais plus pour Hillary).

J'ai finalement vu passer tout près de moi la limousine noire («The Beast») avec un Barack Obama très souriant qui a regardé dans ma direction en envoyant la main. J'étais déjà

passablement remué, mais j'ai vu que le cortège s'était immobilisé un coin de rue plus loin. J'ai donc pressé le pas et vu une petite foule agglutinée autour du Marché By, où l'on a appris par la suite que le président avait décidé d'acheter des souvenirs pour ses filles.

J'ai alors réussi à me faufiler dans un petit café, et je suis tombé sur un Barack Obama, visiblement heureux, moins imposant et plus frêle que je pensais. Je lui ai fait spontanément le namaste (le salut indien, les mains jointes) en lui disant: «Om-bama». Il m'a alors pris la main, l'a serrée longuement en prononçant ces mots: «It's so nice to see you here.» Je n'ai su que répondre par quelque chose comme un «me too» stupéfait.

C'était un peu irréel, j'étais comme dans un rêve, à peine perturbé par les gardes du corps visiblement très suspicieux et nerveux. J'ai eu l'impression de quelqu'un de très doux, gentil et sensible, mais rayonnant une présence... marquante et indélébile.

Quelle force intérieure incroyable doit posséder un être d'une telle humanité pour s'être rendu jusque-là, dans ce monde si dur et féroce de la politique!

Merci, M. le président, pour tout ce que vous êtes et accomplissez. Dans quelques jours, je demanderai pour vous les bénédictions de tous les dieux de l'Inde afin de vous protéger et d'aplanir les obstacles qui ne manqueront pas sur le chemin de votre tâche et votre mission.



# Opportunités incontournables



Modèle GT illustré

## MAZDA 5 GS 2009

BRILLANTE ALTERNATIVE  
COTE VERTE - CONSOMMATION D'ESSENCE  
L'Annuel de l'automobile 2009

ACHETEZ À **19 445 \$†**

FINANCEMENT À L'ACHAT\*\*

Taux	Terme
0%	36 mois
1,9%	60 mois

LOUEZ À PARTIR DE **275 \$\***

PAR MOIS, POUR 48 MOIS  
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS

**0 \$** DÉPÔT DE SÉCURITÉ  
COMPTANT INITIAL

Ville: 9,6 L/100 km  
Route: 7,0 L/100 km



## MAZDA 3 GX 2009

MEILLEUR ACHAT  
LE **GUIDE**  
DE **L'AUTO.2009**

ACHETEZ À **13 995 \$†**

FINANCEMENT À L'ACHAT\*\*

Taux	Terme
0%	36 mois
1,9%	60 mois

LOUEZ À PARTIR DE **195 \$\***

PAR MOIS, POUR 48 MOIS  
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS

**0 \$** DÉPÔT DE SÉCURITÉ  
COMPTANT INITIAL

Ville: 8,4 L/100 km  
Route: 6,1 L/100 km



Modèle GT illustré



Modèle GT illustré

## MAZDA CX-7 GS 2009

★★★★★  
COTE DE SÉCURITÉ LA PLUS ÉLEVÉE  
DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS  
LORS D'ESSAIS DE COLLISION\*

ACHETEZ À **28 695 \$†**

FINANCEMENT À L'ACHAT\*\*

Taux	Terme
0%	48 mois
0,9%	60 mois

LOUEZ À PARTIR DE **369 \$\***

PAR MOIS, POUR 48 MOIS  
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS  
COMPTANT INITIAL DE 2 995 \$  
**0 \$** DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Ville: 11,9 L/100 km  
Route: 8,7 L/100 km

## MAZDA 6 GS 4 CYL. 2009

MEILLEURE NOUVELLE  
VOITURE DE L'ANNÉE  
LE **GUIDE**  
DE **L'AUTO.2009**

ACHETEZ À **22 495 \$†**

FINANCEMENT À L'ACHAT\*\*

Taux	Terme
0%	48 mois
0,9%	60 mois

LOUEZ À PARTIR DE **299 \$\***

PAR MOIS, POUR 48 MOIS  
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS  
COMPTANT INITIAL DE 1 995 \$  
**0 \$** DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Ville: 9,7 L/100 km  
Route: 6,7 L/100 km



Modèle GT illustré

**VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. VROUM-VROUM. POUR TOUJOURS.**

VOUS TROUVEREZ TOUJOURS **plus** CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES MAZDA DU QUÉBEC.

POUR TROUVER UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE **WWW.MAZDA.CA** OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

**PRÊT À ROULER** INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA: PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

\* Offres réservées aux particuliers et portant sur les Mazda5 GS (E6SD59AA00), les Mazda3 GX (D4XS59AA00), les Mazda CX-7 GS (PVS189AA00) et les Mazda6 GS 4 cyl. (G4SY69AA00) 2009 neufs. Frais de transport et préparation (Mazda3 et Mazda6: 1 395 \$; Mazda5 et Mazda CX-7: 1 535 \$), immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription ou RDPRM, le cas échéant, en sus. Un comptant initial pourrait être requis. \*\* Financement à l'achat aux particuliers de 0% jusqu'à 36 mois et de 1,9% jusqu'à 60 mois sur les Mazda5 et les Mazda3 2009 neufs et de 0% jusqu'à 48 mois et de 0,9% jusqu'à 60 mois sur les Mazda CX-7 et les Mazda6 2009 neufs. Financement consenti par l'entremise de la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. \* Offres portant uniquement sur la location ou détail des Mazda5 GS (E6SD59AA00), des Mazda3 GX (D4XS59AA00), des Mazda CX-7 GS (PVS189AA00) et des Mazda6 GS 4 cyl. (G4SY69AA00) 2009 neufs. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés à la livraison. Frais de transport et préparation (Mazda3 et Mazda6: 1 395 \$; Mazda5 et Mazda CX-7: 1 535 \$) en sus. Aucun comptant initial à la location des Mazda5 et des Mazda3. Aucun dépôt de sécurité requis. Sur approbation du crédit. Limite de 20 000 km par année. Frais de 10 ¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription ou RDPRM en sus. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non inclus dans les prix mentionnés. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix inférieur. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Offres d'une durée limitée à compter du 7 février 2009. \* Essais menés sur les Mazda CX-7 2009 avec coussins de sécurité latéraux de série. Classification du gouvernement des États-Unis dans le cadre du programme d'évaluation des voitures neuves (www.safercar.gov) de la NHTSA (National Highway Traffic Safety Administration).

PROGRAMME  
MAZDA POUR  
LES DIPLÔMÉS

